

ANNEXES

Liste des contributeurs

Résumés des articles

Abstracts

Index des noms de personnes

Index thématique

LISTE DES CONTRIBUTEURS

Michel AGLIETTA est professeur à l'Université de Nanterre (Paris X, France) et conseiller du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII, France).

Gerald ARBOIT, docteur en Histoire contemporaine et ancien auditeur de l'Institut des hautes études de Défense nationales (IHEDN, France), est chercheur au Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME) à l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France) et rédacteur en chef de la revue *Renseignement et opérations spéciales*.

Olivier ARIFON est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication et chercheur au Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME) à l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France). Il a récemment publié : «Existe-t-il un style français en négociation diplomatique ? Perspective anthropologique de composantes culturelles», in Pascal LARDELLIER (dir.), *Des cultures et des hommes* (L'Harmattan, 2005, pp. 167-182); en collaboration avec Philippe RICAUD, «L'art du détour. Comment la sinologie de François Jullien éclaire la médiation interculturelle», *Chine/Europe. Percussions dans la pensée* (PUF, 2005, pp. 111-128), et «Chine-Occident : regards croisés sur la liberté d'expression», *Enjeux internationaux* (n° 9, aut. 2005, pp. 34-36).

Georges AYACHE, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA, France) et docteur en Sciences politiques, anciennement conseiller au cabinet du ministre des Affaires étrangères, est actuellement consultant en Relations internationales.

Emmanuel BARGUES, étudiant en master «Carrières internationales» à l'Institut d'études politiques de Paris (France), est chercheur associé au *think tank* Oxford Council of Good Governance, pour lequel il réalise des études sur la consolidation de la paix et sur le développement de la justice pénale internationale.

Célia BELIN, doctorante à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), est allocataire de recherche au Centre Thucydide (Paris II, France) et *Guest Fellow* au Council on Foreign Relations (Etats-Unis).

Jeremy David BENDIK-KREYMER est professeur assistant à l'Université américaine de Sharjah (Emirats arabes unis).

Thomas BERNAUER est professeur de Sciences politiques à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (Suisse) et collabore à l'Institut d'études internationales comparées (CIS) de l'Université polytechnique helvétique et de l'Université de Zurich (Suisse).

Samuel BERTHET, auteur d'une thèse de doctorat sur l'histoire des relations franco-indiennes, est chercheur au Centre de Sciences humaines de New Delhi (Inde). Il publie régulièrement des chroniques politiques dans le bulletin de l'Association France-Union indienne.

Thomas BERTIN, détaché par le ministère français de la Défense auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (UE), travaille comme

conseiller politique du général commandant la force militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine.

David BERLOTTI, ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA, France), est Conseiller des Affaires étrangères au ministère français des Affaires étrangères, où il est chargé des questions de lutte contre la prolifération balistique à la Direction des Affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement.

Christian BIDÉGARY, docteur en Droit public, est Professeur de Science politique à l'Université de Nice (France). Il a récemment publié : en collaboration avec Christine PINA, «La place des enquêtes dans les sciences sociales», in Xavier MARC / Jean-François TCHERNIA (dir.), *Etudier l'opinion* (L'Harmattan, Paris, 2006); «Les embarras de Marianne», *La Constitution et les valeurs. Mélanges en l'honneur du président Dmitri George Lavroff* (Daloz, Paris, 2005, pp. 331-342); «Les effets pervers du 'spillover'», *L'Europe en voie de constitution* (Bruylant, Bruxelles, 2004, pp. 87-101); «Quels présidents pour les régions? Les effets pervers des modes de scrutin», *Revue française de Science politique* (vol. LIV, n° 4, août 2004, pp. 595-620).

Philippe BLANCHARD est assistant d'enseignement et de recherche à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne (Suisse). Il a récemment publié : en co-direction avec Thomas RIBÉMONT, *Méthodes et outils de sciences sociales. Innovation et renouvellement* (L'Harmattan, Paris, 2003); «From far-off war to local issues: the Middle Eastern conflict through the French mass media» in Ülkü DOGANAY (dir.), *Faces of War / Phases of Reconciliation: Histories, Discourses, Politics* (Presses des Universités d'Ankara, Ankara, 2004); en collaboration avec O. FILLIEULE, E. AGRIKOLMIANSKI, Marko BANDLER, Florence PASSY et Isabelle SOMMIER, «L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: les participants du contre-sommet du G8 d'Evian», *Politix* (vol. XVII, n° 68, avr. 2005).

Tétyana BOBURKA, doctorante, est allocataire de recherche au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

Philippe BOURASSÉ est ancien auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de défense nationale (IHEDN, France), 49^e session.

Claire BRODIN est doctorante en Droit à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France). Elle a récemment publié : «La réorientation de la politique d'aide au développement de l'Union européenne», *Questions internationales* (n° 17, janv.-fév. 2006); avec Julien CERQUEIRA, *La Lutte contre la pauvreté: acteurs, modalités, enjeux*, Haut Conseil de la coopération internationale (2004); «Le NEPAD, une initiative politique de l'Afrique: penser son développement au XXI^e siècle», *Annuaire français de relations internationales* (vol. V, 2004, pp. 364-375).

Pierre BUHLER est professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France).

Côme CARPENTIER DE GOURDON est responsable éditorial de la revue *World Affairs* (New Delhi, Inde) et conseiller auprès de la fondation Kapur Surya de New Delhi (Inde).

Baptiste CHATRÉ est docteur en Sciences politiques, spécialité Relations internationales (Université Panthéon-Assas, Paris II, France). Il a récemment publié : «Les minorités en Europe centrale et orientale», *Questions internationales* (n° 10, nov.-déc. 2004, pp. 94-100).

Jacques CHEVALLIER est professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), où il dirige le Centre d'études et de recherches en science administrative (CERSA-CNRS). Il a récemment publié : *Le Service public* (2005, 6^e éd.); *L'Etat post-moderne* (2004, 2^e éd.); *L'Etat de droit* (2003, 4^e éd.); *Science administrative* (2002, 3^e éd.).

Charles COGAN, qui a été à la tête de la CIA à Paris (France) entre 1979 et 1984, est actuellement chercheur à la John F. Kennedy School of Government et chercheur associé au John M. Olin Institute for Strategic Studies et au Centre d'études européennes de l'Université de Harvard (Etats-Unis). Il a récemment publié : *Diplomatie à la française* (Jacob-Duvernet, Paris, 2005), préfacé par Hubert Védrine.

Fanny COULOMB est maître de conférences en Sciences économiques à l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble, France).

Eric DACHEUX est maître de conférences habilité à diriger des recherches en Sciences de l'information et de la communication à l'IUT de Roanne de l'Université Jean Monnet (France) et responsable de l'axe «Europe et espace public» du laboratoire CNRS Communication et politique. Il a récemment publié : *Comprendre le débat sur la Constitution européenne* (Publibook, Paris, 2005); *L'Impossible Défi : la politique de communication de l'Union européenne* (CNRS Editions, Paris, 2004).

Paul DAHAN, diplomate, est directeur adjoint des Affaires stratégiques, de sécurité et de désarmement au ministère français des Affaires étrangères. Il a récemment publié : «La PSI, poste avancé de la lutte contre la prolifération. De la diplomatie de réaction à la diplomatie d'anticipation», *Annuaire français de relations internationales* (vol. VI, 2005, pp. 436-449); «Désarmement : préserver l'héritage, relancer l'entreprise. La querelle des anciens et des modernes», *Annuaire français de relations internationales* (vol. V, 2004, pp. 748-761).

Stéphane DELORY est chercheur associé au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

Renaud DEHOUSSE est professeur des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), où il dirige le Centre d'études européennes. Il a récemment publié : *La Fin de l'Europe* (Flammarion, 2005).

André DUMOULIN, docteur en Sciences politiques, est chercheur rattaché à l'Ecole royale militaire et maître de conférences à l'Université de Liège (Belgique) et à l'Université libre de Bruxelles (Belgique). Membre du Réseau multidisciplinaire d'études stratégiques (RMES, Bruxelles, Belgique), il a récemment publié *Union de l'Europe occidentale. La Déstructuration (1998-2006)* (Bruylant, Bruxelles, 2005) et a dirigé l'ouvrage collectif *France-OTAN : vers un rapprochement doctrinal? Au-delà du 40^e anniversaire de la crise franco-allemande* (Bruylant, Bruxelles, 2006).

Julian FERNANDEZ, doctorant en Droit public, est allocataire de recherche au Centre Thucydide (France) et chargé d'enseignement à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

Jacques FONTANEL est professeur en Sciences économiques et vice-président chargé des relations internationales à l'Université Pierre Mendès France (Grenoble, France). Il a récemment publié : *La Globalisation économique en analyse* (L'Harmattan, 2005).

Jean-Louis FULLSACK, ingénieur retraité et ancien expert principal de l'Union internationale des télécommunications (UIT), est chercheur associé au Centre

d'études et de recherches interdisciplinaires des médias en Europe (CERIME) de l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France).

Laurent GAYER, docteur en Sciences politiques de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), dirige l'axe « Relations internationales » du Centre de Sciences humaines (CSH) de New Delhi (Inde), où il travaille sur les projections internationales des nouveaux nationalismes indiens. Il est également chercheur associé au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), rattaché à l'École des Hautes Etudes en sciences sociales (EHESS, France) et au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France).

Habib GHÉRARI est professeur de Droit à l'Institut d'études politiques de Lyon (France). Il a récemment dirigé, avec P. DAILLIER et G. DE LA PRADELLE, *Droit de l'économie internationale* (Pedone, Paris, 2004) et a récemment publié : « Chronique : l'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce », *Revue du Marché commun et de l'Union européenne* (2006); « La preuve dans le règlement des différends de l'OMC », *La Preuve devant les juridictions internationales* (Pedone, Paris, 2006); « L'influence de l'OMC sur le droit de la concurrence », in Guy CANIVET (dir.), *La Modernisation du droit à la concurrence* (LGDJ, Paris, 2006); avec S. SZUREK, *L'Emergence de la société civile internationale : vers la privatisation du droit international ?* (Pedone, Paris, 2003).

Catherine DE GINESTEL est journaliste. Elle a effectué l'essentiel de sa carrière à l'étranger et a notamment été en charge, en 2003 et 2004, du Centre des Nouvelles de l'Organisation des Nations Unies (New York, Etats-Unis).

Etienne DE GONNEVILLE est diplomate.

Joe GUINAN est chargé de mission pour le programme Commerce et développement au German Marshall Fund (Etats-Unis).

Laurent HASSID est doctorant en Géopolitique à l'Université Paris VIII (France), où il prépare une thèse sur la question de la citoyenneté en Slovaquie.

Jolyon HOWORTH est professeur à la Yale University (Etats-Unis).

Sébastien JAUNET, Conseiller des Affaires étrangères, est en charge de la coordination du Partenariat mondial du G8 à la Direction des Affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement du ministère français des Affaires étrangères.

Mayeul KAUFFMANN, docteur en Economie (Université Pierre Mendès France, Grenoble, France), est chargé de mission au Consortium des pôles européens Jean Monnet. Il a récemment publié *Les Organisations économiques internationales et la paix* (L'Harmattan, 2006).

Alain KIYINDOU est maître de conférences à l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France) et membre du Centre d'études et de recherche interdisciplinaire sur les médias européens (CERIME). Il a récemment publié : « Diversité culturelle », *Enjeux de mots* (2005, pp. 119-133); « La 'société de l'information'. Débats et perspectives pour le Sommet de Tunis », *Annuaire français de relations internationales* (vol. VI, 2005); « The millions without a voice in the Worldwide Information Society », *The Journal of Information Technologies and International Development* (2005); « Un continent oublié des médias occidentaux. Une Afrique sans histoire », in Michel MATHIEN (dir.), *La Médiatisation de l'histoire, ses risques et ses espoirs* (Bruylant, Bruxelles, 2005); avec Jean-Louis FULLSACK, « Le Sommet mondial sur la société de l'information. Bilan mitigé et perspectives », in Michel

MATHIEN (dir.), *La «Société de l'information» entre mythes et réalités* (Bruylant, Bruxelles, 2005).

Guy LE BORGNE, docteur en Droit, est général de la Gendarmerie nationale (France). Il est, depuis juin 2004, adjoint au chef de la Mission de police de l'Union européenne à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine). Il a notamment publié : *Police en mer en deçà des 200 milles : doctrine et pratique françaises* (Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1986, 365 p.).

Philippe LE PRESTRE est professeur de Sciences politiques à l'Université Laval (Canada), où il dirige l'Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société. Il a récemment publié : *Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale* (Armand Colin, 2005); *Governing Global Biodiversity* (Ashgate, 2002).

Olivia DE MALEVILLE, diplômée de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL, France), est analyste politique. Elle a récemment publié : «Argentine : une sortie de crise?» et «Les énergies en Amérique latine : entre tensions et intégrations», *Questions internationales* (n° 18, fév. 2006).

Robert MALLEY est directeur du programme «Moyen-Orient» de l'International Crisis Group.

Jean-Paul MARTHOZ, ancien directeur international de l'information de Human Rights Watch (New York, Etats-Unis), est directeur éditorial de la revue trimestrielle *Enjeux internationaux* (Bruxelles, Belgique) et chroniqueur au quotidien *Le Soir* (Belgique). Spécialisé dans l'étude des médias et de la politique étrangère, il a récemment publié : *Et maintenant le monde en bref. Journalisme global, politique étrangère et libertés* (Complexe, Bruxelles, 1999, 2005, nouv. éd.); «Etats-Unis : face au marketing de la guerre» in Olfa LAMLOUM (dir.), *Irak. Les Médias en guerres* (Actes Sud, Paris, 2003); «Journalisme global ou journalisme de métropole?» in Marie-Soleil FRÈRE (dir.), *Afrique centrale : médias et conflits* (Complexe, Bruxelles, 2005).

Michel MATHIEN est professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'Université Robert Schuman (Strasbourg), où il anime le Centre d'études et de recherches interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME). Il enseigne également au Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ) et à l'Institut des Hautes Etudes européennes (IHEE) et fait partie de la Commission française pour l'UNESCO. Fondateur de la collection «Médias, sociétés et relations internationales» aux éditions Bruylant, il a récemment dirigé les ouvrages collectifs suivants : *La Médiatisation de l'histoire. Ses risques et ses espoirs* (Bruylant, 2005); *La «Société de l'information». Entre mythes et réalité* (Bruylant, 2005); *L'Information dans la guerre en Irak* (Bruylant, 2006). Il a en outre récemment publié : en collaboration avec Catherine CONSO, *Les Agences de presse internationales* (PUF, 1997); *Economie générale des médias* (Ellipses, 2003); «Les journalistes face au 'temps réel'. Vers une ère de nouveaux clercs?», in Henri WEILL (dir.), *Journalistes, des mots et des doutes* (Privat, 2005); «Relations internationales et médias : CNN et les autres», *Questions internationales* (n° 16, nov.-déc. 2005); «L'emprise de la communication de guerre. Médias et journalistes face à l'ambition de la démocratie», *Revue international et stratégique* (n° 56, hiv. 2004-2005).

Gaïdz MINASSIAN, docteur en Sciences politiques, est chercheur associé au groupe d'Analyse politique à l'Université de Nanterre (Paris X, France) et au Centre

d'études et de recherches de l'enseignement militaire supérieur de l'École militaire (France), ainsi que chargé de cours à l'Université de Nanterre (Paris X, France) et l'Université de Bobigny (Paris XIII). Il a récemment publié : «Djihadisme au Caucase : un nouvel Afghanistan ?» in Jean-Luc MARRET (dir.), *Les Fabriques du djihad* (PUF, Paris, 2005); «Une légion étrangère en Russie» in Jean-Jacques ROCHE (dir.), *Insécurités publiques, sécurités privées* (Economica, Paris, 2005); *Géopolitique de l'Arménie* (Ellipse, Paris, 2005).

Philippe MOREAU DEFARGES, ministre plénipotentiaire, est chercheur à l'Institut français de relations internationales (IFRI, France), enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) et à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

Chrystelle NOURRY, docteur en Sciences politiques, est *visiting fellow* à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles. Ses principaux domaines de recherche sont la coopération franco-allemande et l'eupéanisation des valeurs étatiques. Elle a récemment publié : «Die Dimension der Versöhnung. Annäherung der Mentalität», *Dokumente* (vol. LXI, n° 3, juin 2005); *Le «Couple franco-allemand» : un symbole européen* (Bruylant, Bruxelles, à paraître).

Alexandra NOVOSSELOFF est chercheur associé au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France). Elle a récemment publié : avec Paul QUILÈS, *Face aux désordres du monde* (Les portes du monde, Paris, 2005); avec Gabrielle LAFARGE, «La reconstruction de l'Iraq aura-t-elle lieu?», *Politique étrangère* (été 2005); «L'ONU ou la réforme perpétuelle», *Annuaire français de relations internationales* (vol. V, 2004).

Jérôme PASINETTI est doctorant en Sciences politiques au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

Christine PINA, docteur en Sciences politiques, est Maître de conférences en Sciences politiques à l'Université de Nice (France) et directrice du laboratoire ERMES. Elle a récemment publié : *L'Extrême Gauche en France* (La Documentation française, Paris, 2005, 250 p.); «L'extrême gauche en France : entre permanence et évolutions», in Pierre BRÉCHON (dir.), *Les Partis politiques français* (La Documentation française, Paris, 2005, pp. 179-2000); «Vote sanction», in Yves DÉLOYE (dir.), *Dictionnaire des élections européennes* (Economica, Paris, 2005, p. 674-677); «Valeurs des femmes et valeurs des hommes : quelles différences pour les jeunes générations en Europe occidentale?», in Olivier GALLAND / Bernard ROUDET (dir.), *Les Jeunes Européens et leurs valeurs* (La Découverte, Paris, 2005, pp. 229-257); en collaboration avec Sonia TEBBAKH, «Regards croisés dans les vingt-cinq pays de l'Union européenne», *Revue politique et parlementaire* (n° 1 031, juil.-sept. 2004, pp. 29-40).

Jean-Bernard RAIMOND, ancien ministre français des Affaires étrangères, est Ambassadeur de France.

Philippe RICAUD est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Bourgogne (France). Il a récemment publié : «Ecoute et autorité. Une dialectique complexe», *Voir* (n° 30-31, nov. 2005, pp. 2-9); en collaboration avec Olivier ARIFON, «L'art du détour. Comment la sinologie de François Jullien éclaire la médiation interculturelle», *Chine/Europe. Percussions dans la pensée* (PUF, 2005, pp. 111-128), et «Chine-Occident : regards croisés sur la liberté d'expression», *Enjeux internationaux* (n° 9, aut. 2005, pp. 34-36).

- Philomène ROBIN** est doctorante en Sciences politiques à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France). Récemment, elle a collaboré à la réalisation du dossier « Chine » de *Questions internationales* (n° 6, mars 2004) et a publié « La Chine face aux tensions indo-pakistanaïses », *Monde chinois* (n° 2, été-aut. 2004).
- Baskar ROSAZ** est chargé de mission à la Délégation aux Affaires stratégiques du ministère français de la Défense.
- Gilles ROUBY**, colonel, a été auditeur de la 54^e session du Centre des Hautes Études militaires (CHEM, France).
- Isabelle SAINT-MÉZARD**, docteur en Sciences politiques, est chercheur associé au Centre of Asian Studies de l'Université de Hong Kong (Chine), où elle travaille sur la politique extérieure de l'Inde, en particulier sur les relations sino-indiennes et sur le régionalisme asiatique. Elle a récemment co-dirigé, avec James K. CHIN, l'ouvrage collectif *Chine and India : Political and Strategic Perspectives* (2005).
- Patrice SARTRE** est un spécialiste de la gestion des crises contemporaines.
- Saskia SASSEN** est professeur de Sociologie à l'Université de Chicago (Etats-Unis) et professeur invité à la London School of Economics (Grande-Bretagne).
- Thomas SATTLER** est doctorant à l'Institut d'études internationales comparées (CIS) de l'École polytechnique fédérale de Zurich (Suisse).
- Susan SECHLER** est directrice du programme Commerce et développement au German Marshall Fund (Etats-Unis).
- Hewane SEREQUEBERHAN**, doctorante à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), est allocataire de recherche au Centre Thucydide (Paris II, France). Elle a récemment publié : « Le réengagement français dans les conflits africains et le défi ivoirien », *Annuaire français de relations internationales* (vol. VI, 2005, pp. 323-339).
- Mark TESSLER** est professeur de Science politique à l'Université du Michigan, où il est également directeur de l'Institut international et vice-doyen du département de Relations internationales. Il a récemment publié : *Islam, Democracy and the State in Algeria : Lessons for the Western Mediterranean and Beyond, Area Studies and Social Science : Strategies for Understanding Middle East Polics; A History of the Israeli-Palestinian Conflict*.
- Levent ÜNSALDI**, docteur en Sociologie de l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I, France) et lauréat du concours 2004 des Prix scientifiques de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN, France), travaille principalement sur le contrôle civil des forces armées, les relations armée-société et les politiques militaires. Il a récemment publié : *Le Militaire et la politique en Turquie* (L'Harmattan, Paris, 2005, 354 p.); « L'institution militaire en Turquie : un acteur incontournable du système politique » et « Système des partis et forces politiques en Turquie », *Questions internationales*, n° 12, mars-avr. 2005, p. 190-200 et p. 44-50.
- Alexandre VULIC**, conseiller des Affaires étrangères, travaille actuellement au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne sur les relations transatlantiques dans le domaine des questions de sécurité et de défense. Il a récemment publié : « L'Europe sous protectorat en termes de sécurité », *Questions internationales* (n° 9, oct. 2004).

RÉSUMÉS DES ARTICLES (*)

«Les déséquilibres financiers globaux et le système monétaire international», Michel AGLIETTA

L'étude des déséquilibres financiers préfigure les changements structurels à venir dans l'économie mondiale. Les Etats-Unis, dont l'endettement est allé croissant, sont devenus débiteurs des pays asiatiques et émergents, où l'épargne a augmenté au détriment de la consommation. A la faveur de la sortie de crises financières. L'absence de répercussions de cette tendance dans les marchés est due au rôle de devise-clef joué par le dollar dans le système monétaire international et aux liens de cette monnaie avec les monnaies des pays désormais créanciers des Etats-Unis. Cependant, l'émergence, à terme, d'un pôle monétaire asiatique *yen-yuan*, rendue possible par l'autonomie croissante des économies asiatiques vis-à-vis de l'Occident, est à même de bouleverser l'état actuel des choses.

«La Chaîne d'information internationale pour la France. Aux prises avec d'anciennes réalités», Gerald ARBOIT

Les vicissitudes politico-médiatiques de 2005 ont fait craindre le pire pour la CFII : les conséquences fâcheuses du référendum européen ont amené un gouvernement moins favorable au projet, tandis que, presque concurrentement, le mandat de Marc Tessier n'a pas été renouvelé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ce changement à la tête de deux des trois parties à l'alliance du *holding* public et du premier groupe audiovisuel privé dans un dessein de rationaliser l'audiovisuel extérieur de la France a fait ressurgir les contradictions internes du projet.

«Le journaliste est l'otage dans l'information de guerre», Gerald ARBOIT

Les prises en otages de journalistes en Iraq ont conduit les médias à traiter une information où des confrères faisaient l'actualité. Elles ont permis une médiatisation, légitime parce qu'elle répondait au devoir d'information, mais peu propice à la discrétion nécessitée par les négociations visant à leur libération. Cette publicité du sort de leurs collègues amenait une distorsion informationnelle, conforme au sentiment de menace d'une profession en évolution.

«De l'utilisation médiatique des catastrophes. L'exemple du tsunami de la Saint-Etienne 2004», Gerald ARBOIT

L'exemple du tsunami de la Saint-Etienne 2004 peut-il être un modèle exploratoire de l'utilisation médiatique des catastrophes majeures ? Si la mobilisation médiatique qu'a générée cette catastrophe naturelle est classique, dans le sens où elle ne correspond qu'au traitement des crises et autres catastrophes humaines, sur un mode

*Les résumés des articles sont classés par ordre alphabétique d'auteur.

démessuré certes, elle se nourrit toutefois du spectacle de l'humanitaire et du politique réunis pour laisser apparaître une société occidentale désenparée et apeurée.

«Le contrôle d'Internet en Chine : l'avvers et le revers. Regards sur la société de l'information», Olivier ARIFON et Philippe RICAUD

La Chine est fréquemment montrée du doigt par l'opinion publique occidentale à cause du strict contrôle et de la censure sévère qu'elle exerce sur Internet, espace de liberté et d'échange comme le voudrait un certain mythe. Cet article, faisant le point sur les procédés mis en œuvre pour le contrôle de la Toile, montre comment la Chine cherche à filtrer l'influence étrangère. Cependant, l'Occident ne voit pas combien ce rôle de censeur lui convient mal : l'actuelle volonté occidentale d'ouvrir la Chine grâce aux technologies de l'information rappelle étrangement les ingérences européennes pour moderniser la Chine au XIX^e siècle.

«Puissance et influence dans le cadre des relations internationales post-Guerre froide. Le cas de la France», Georges AYACHE

La notion de puissance a marqué pendant des siècles, sous des formes diverses, l'équilibre des forces entre nations, tout en influençant la théorie des Relations internationales et la philosophie politique. Dans le nouveau contexte d'unipolarité apparu depuis la fin de la Guerre froide et l'émergence de ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, la puissance n'apparaît plus suffisante en soi. Pour se prolonger en influence authentique, elle ne peut plus désormais être dissociée de la légitimité que confère l'assentiment de la communauté internationale ou encore le respect des règles de droit international. Afin de s'exercer pleinement, la puissance doit à présent jouer sur toute la gamme des moyens classiques de l'influence. Souvent indirects et subtils, ces moyens apparaissent d'une mise en œuvre plus délicate, comme l'illustre l'exemple de la France. Ce pays conserve aujourd'hui nombre de ses atouts passés, mais son influence sur la scène internationale tend à décroître en valeur relative; et, ce, d'autant plus que la politique internationale de la France apparaît aujourd'hui en décalage non seulement avec les grandes mutations mondiales, mais aussi avec l'évolution même de la société française.

«Les Nations Unies face au défi de la consolidation de la paix sociale», Emmanuel BARGUES

La multiplication des conflits intra-étatiques, ainsi que le changement normatif survenu dans la pensée des Relations internationales ont favorisé l'émergence du concept de consolidation de la paix au cœur des débats onusiens. Dans le but d'éviter une reprise des hostilités, les activités des missions de paix couvrent désormais des domaines plus importants, exigeant la présence d'un grand nombre d'acteurs. Cependant, cette nouvelle approche est à la fois à un tournant de son évolution et dans une impasse. La consolidation de la paix doit faire face à deux défis : éviter d'imposer des modèles que les sociétés ne sont pas prêtes à recevoir et améliorer sa capacité à saisir les dynamiques de la période de transition. Pour cela, il faut élargir les perspectives et les analyses du maintien de la paix. L'ONU doit donc s'ouvrir à d'autres sciences, notamment les sciences sociales, pour s'acquitter de sa tâche : consolider la «paix sociale» d'une société en sortie de crise.

«Les Protestants évangéliques aux Etats-Unis et la politique étrangère américaine», Célia BELIN

25 à 30 % des Américains se considèrent aujourd'hui comme «évangéliques». Cette branche traditionaliste du protestantisme a connu un essor important aux Etats-Unis depuis une trentaine d'années et ses membres ont progressivement investi la sphère politique. S'appuyant sur leur croyance dans l'autorité de la Bible, les Protestants évangéliques ont développé une vision particulière de ce que devrait être la politique étrangère américaine. Moralisme, défense des opprimés religieux, exceptionnalisme américain et soutien à Israël sont quelques-uns des thèmes qu'ils défendent. Grâce à une formidable capacité de mobilisation et à l'appui qu'ils ont trouvé auprès d'autres mouvements religieux très pratiquants et des néo-conservateurs, les Protestants évangéliques sont aujourd'hui en mesure d'avancer avec efficacité leur agenda révolutionnaire de «chrétienté appliquée» sur la scène politique américaine.

«Le citoyen apathique. Quand les institutions étatiques ne reflètent pas les droits de l'homme avec cohérence», Jeremy David BENDIK-KREYMER

Certaines sociétés démocratiques connaissent actuellement une désaffection de la part des citoyens qui en sont membres. Le hiatus persistant qui existe entre l'action interne de l'Etat, fondée sur le respect des droits de l'homme, et son action internationale, fondée sur la défense rationnelle de ses intérêts, tend à provoquer un renoncement de la société civile face aux engagements internationaux de l'Etat qui les représente. L'apathie produite par la subsistance d'actions – et par conséquent d'institutions – non représentatives, dans une société fondée sur les droits universels, résulte cependant d'une perception erronée de la citoyenneté. Afin de remplir son rôle, la citoyenneté doit être conçue comme transcendant tout régime politique donné, parce que ce rôle est de défendre la justice. Une fois cette idée admise, l'un des premiers devoirs de la citoyenneté libérale est d'organiser la création d'institutions qui soumettent l'Etat à l'autorité des droits de l'homme dans l'ensemble de ses engagements. Ainsi, perçue correctement, la citoyenneté libérale devient à la fois cosmopolite et constructrice d'institutions cosmopolites.

«Les litiges de l'OMC sur la protection de l'environnement et des consommateurs», Thomas BERNAUER et Thomas SATTLER

Dans les études chiffrées relatives au règlement des différends dans le système du commerce mondial, les variables politiques ont jusqu'à présent été négligées. Nous nous concentrons donc sur cette lacune de la recherche tout en essayant de résoudre certains problèmes méthodologiques des travaux sur les conflits commerciaux qui sont intervenus dans le cadre du GATT puis de l'OMC. Nous retenons l'hypothèse selon laquelle les différends de l'OMC relatifs à des questions de protection de l'environnement et des consommateurs (PEC) sont plus difficiles à régler et font plus fréquemment l'objet de recours en appel, en raison de la spécificité des politiques contestées, qui rend plus difficile des concessions graduelles de l'Etat incriminé à l'Etat plaignant, ainsi que de l'attribution de compensations aux groupements d'intérêts nationaux perdants de l'Etat incriminé. Nous testons cette hypothèse sur des données concernant 506 dyades d'Etats engagées dans un litige à l'OMC dans la période 1995-2003 en utilisant les modèles de sélection de Sartori. Les résultats montrent qu'à

circonstances égales et contrairement aux affirmations répandues dans les travaux fondés sur des études de cas, les conflits de PEC passent moins souvent du stade de la consultation à celui du Groupe spécial et de l'Organe d'appel que les conflits concernant d'autres domaines; dans le même temps, les conflits de PEC aboutissent plus fréquemment à des conflits de mise en conformité lorsqu'ils ont passé l'étape du Groupe spécial.

**«Dix ans après, la Bosnie-Herzégovine et l'action de l'Union européenne»,
Thomas BERTIN et Alexandre VULIC**

Dix ans après la fin de la guerre, la situation sécuritaire en Bosnie-Herzégovine (BiH) est calme et stable grâce, en particulier, à la présence d'une force militaire internationale (OTAN puis UE). Cependant, la BiH demeure un pays fragile sur le plan politique. La consolidation de la BiH comme Etat véritablement souverain et son développement passent par le rapprochement avec l'Union européenne. Ainsi, la perspective d'adhésion à l'UE est un levier puissant pour le processus de réformes. Dans un domaine plus restreint, l'Alliance atlantique exerce également un fort pouvoir d'attraction sur la BiH. Pour l'UE, la BiH constitue le berceau et le laboratoire de la capacité européenne à gérer des crises. L'UE déploie en effet en BiH tous ses instruments d'action extérieure (assistance de la Commission et outils de gestion de crise). L'enjeu pour l'UE est d'agir de façon cohérente et intégrée afin de faciliter la sortie de crise, c'est-à-dire le développement des capacités locales.

«Le Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. Le régime qui n'existait pas?», David BERLOTTI

Le Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques, lancé en novembre 2002, s'est imposé comme la première initiative politique et réellement multilatérale de non-prolifération dans le domaine des missiles. Il a réussi à poser des principes de portée universelle dans un domaine qui en était totalement dépourvu et à établir des mesures de confiance qui pourront servir de modèle à des pays non encore signataires. Chaînon manquant des efforts internationaux de maîtrise des armements, il préfigure peut-être aussi un instrument plus ambitieux, sorte de quatrième pilier de la lutte contre les armes de destruction massive.

«Les 'répliques' du 'non' français à la Constitution européenne. Un séisme en Europe», Christian BIDEGARAY et Christine PINA

Faire ratifier à l'unanimité par 25 Etats, dont 10 par référendum, un texte qui avait été difficilement élaboré au prix de très nombreux compromis était un pari à haut risque. N'était-il pas imprudent de vouloir consulter des opinions publiques généralement peu informées sur l'Union européenne et souvent indifférentes? Si la ratification parlementaire a pu s'effectuer sans heurts dans plusieurs pays, le premier référendum tenu en Espagne n'a pas manqué d'inquiéter par le taux élevé de ses abstentions. Or, après avoir été longtemps indécis, les Français ont nettement dit «non». Opposant les eurooptimistes aux eurosceptiques tout en permettant de sanctionner la classe politique, le «non» a permis d'exprimer de fortes réserves non pas à l'Europe, mais à sa conception actuelle. Suivi par les Pays-Bas mais non par le

Luxembourg, ce rejet a contraint les Européens à marquer une pause dans le processus en cours et à tenter d'imaginer de nouvelles solutions plus proches des populations.

«La mort du pape Jean-Paul II dans les médias français. ‘Totus tuus’ ... *sed cum mora!*», Philippe BLANCHARD

La mort d'une célébrité est une sortie médiatique. L'ampleur et le ton de la couverture médiatique du décès de Jean-Paul II prouvent qu'il a réussi sa sortie, mettant ainsi la dernière main à un travail exceptionnel d'ouverture de l'Eglise aux médias du tournant du siècle. Ce renouvellement des moyens de l'évangélisation, c'est-à-dire de la propagande catholique, a nécessité pendant ces 27 ans de pontificat plusieurs mesures volontaristes : la réaffirmation doctrinale du droit à l'information, de la tolérance de Vatican II envers les médias de masse et de l'acceptation que l'Eglise en fasse usage; l'intégration, dans la pratique et dans le discours du pape, du passage des sociétés occidentales à l'indifférence religieuse et de la mise en minorité, y compris en France, des catholiques pratiquants; le positionnement résolu de l'Eglise et, au premier chef, de la papauté dans l'espace public des foules, de l'émotion, de la personnalisation et de la dramatisation; la prise en compte de la concurrence de fait et directe du pape avec d'autres personnages publics pour l'occupation de l'espace médiatique dévolu aux affaires religieuses. Le succès de la mise en scène de l'agonie de Jean-Paul II n'en bénéficie pas moins d'une tendance lourde au regain de l'intérêt des médias de masse pour la religion, regain d'autant plus facilement exploitable qu'il s'accompagne d'une incapacité de leur part à décrypter le phénomène religieux dans sa complexité et donc à surmonter les artifices de la mise en scène.

«Quelles solutions pour l'Ukraine? Révolution orange et nouvelles perspectives de sécurité», Tetyana BOBURKA et Stéphane DELORY

Un an après la Révolution orange, l'environnement stratégique de l'Ukraine s'est substantiellement modifié. Partenaire de l'Alliance atlantique, proche alliée des Etats-Unis mais soumise à l'influence russe, l'Ukraine de Leonid Koutchma semblait devoir perpétuellement osciller entre l'Est et l'Ouest. L'arrivée des réformateurs pro-occidentaux a finalement permis à Kiev de réclamer ouvertement une adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Si l'option peut se justifier sur un long terme, la brusquerie de cette réorientation, soutenue par les Etats-Unis et suivie attentivement de Bruxelles, a eu un impact négatif. La Russie, qui n'a jamais vue dans la Révolution orange autre chose qu'une tentative d'encerclement supplémentaire ourdie à Washington, a réagi avec la plus grande brutalité. Face à cette situation, s'il est encore hasardeux de tirer un bilan des acquis de la Révolution orange, il est en revanche possible d'affirmer que l'environnement de sécurité de l'Ukraine s'est dégradé, alors que l'avenir politique des réformateurs semble de plus en plus compromis.

«Le Parlement français et les relations internationales», Philippe BOURASSE

Malgré la faible marge de manœuvre offerte par la Constitution française au Parlement en matière de diplomatie, les deux assemblées ont su non seulement élargir leurs compétences primaires, mais également développer une action internationale extra législative, notamment en matière communautaire. On assiste bien à une

« appropriation parlementaire » progressive de la diplomatie déterminée par l'exécutif, faisant des élus une sorte de relais et de démultiplicateur d'influence.

« Les armées européennes aux prises avec la multinationalité. Modernité ou impotence masquée? », Yves BOYER.

La multinationalisation des forces armées est devenue l'une des principales caractéristiques de la coopération européenne dans le domaine militaire, au sein de l'Union européenne aussi bien que dans le cadre des opérations de l'OTAN. Instrumentalisée par le biais du principe d'interopérabilité, elle a notamment contribué à renforcer le *leadership* des Etats-Unis sur le plan opérationnel et à rendre les partenaires européens dépendants du modèle militaire américain. Cela étant, elle favorise la solidarité des Européens dans leurs activités militaires.

« L'efficacité de l'aide européenne pour le développement », Claire BRODIN

Depuis cinquante ans, l'Union européenne aide les pays en développement à lutter contre la pauvreté, objectif principal de sa politique de coopération. Principal partenaire des pays en développement, l'Union européenne – la Communauté et les Etats membres – fournit aujourd'hui plus de 55 % de l'aide publique mondiale au développement. Cependant, les persistantes lacunes de l'aide communautaire et les problèmes de coordination avec les Etats membres et de cohérence des politiques affectent l'efficacité collective de l'aide européenne. En 2005, dans le cadre des engagements internationaux en faveur du développement et de l'efficacité de l'aide, l'Union a lancé une réforme de sa politique d'aide afin d'instaurer, pour les années à venir, une vraie stratégie européenne de développement à destination de tous les pays en développement, d'Afrique en particulier, pour garantir une vision européenne de solidarité efficace et visible sur la scène mondiale.

« L'Europe et la puissance », Pierre BUHLER

Le thème de la relation entre l'Europe et la puissance anime les débats et les controverses d'aujourd'hui relatifs aux directions à imprimer à la construction européenne. Le concept d'Europe-puissance, unique voie de salut pour les uns, impasse pour les autres, endure les avanies les plus extrêmes depuis des décennies pour, à chaque fois, retrouver sa vigueur. Les importantes transformations qu'induirait l'émergence d'une Europe-puissance, telle la reconfiguration du lien transatlantique, conduisent à douter de la probabilité d'une telle évolution. L'Europe incarne davantage une nouvelle forme de puissance, différente de celle d'un Etat-nation, et réinvente de la sorte la notion de puissance.

« L'Inde à l'aube d'un monde multipolaire », Côme de CARPENTIER DE GOURDON et Samuel BERTHET

Puissance émergente parmi les pays en développement, l'Inde a adopté une politique étrangère active, multipliant les partenariats et les coopérations avec les autres puissances économiques afin d'affronter les nombreux défis posés par son essor économique. Sa position géostratégique particulière, entre Asie centrale, Asie du Sud-Est et Moyen-Orient, lui confère un rôle particulier et lui offre des opportunités

uniques. L'Inde a fait le choix de combiner *Realpolitik*, se rapprochant d'Israël, et action multilatérale, dans le cadre par exemple de la SAARC et de l'Organisation pour la coopération de Shanghai. Dans le même temps, elle conduit une politique énergétique active en direction du Moyen-Orient et de l'Asie centrale et une diplomatie audacieuse en direction de la Russie, de l'Europe et de la Chine.

«Minorité nationale, un concept européen», Baptiste CHATRE

Le concept de minorité nationale est intensément utilisé, dans les institutions européennes, pour décrire le phénomène de non-correspondance entre nation et Etat en Europe. Cette appropriation trouve son origine dans la situation qui prévaut en Europe centrale et orientale, où les faits ont été très tôt reconnus et légalisés. L'application de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe depuis le milieu des années 1990 permet d'analyser plus particulièrement la façon dont les différents Etats d'Europe appréhendent le concept. Il apparaît ainsi que, malgré une utilisation extensive et généralisée à tout le continent, un certain nombre de différences dans l'emploi du terme persistent entre les Etats d'Europe occidentale et ceux d'Europe orientale, dues notamment aux histoires particulières de ces deux régions lors du processus de construction des Etats et des nations.

«Etat de droit et relations internationales», Jacques CHEVALLIER

L'Etat de droit est censé conduire à la pacification des relations internationales, au terme d'un processus complexe dans lequel les dimensions externe et interne s'entremêlent et renvoient l'une à l'autre : il ne s'agit pas seulement de construire un «Etat de droit international», impliquant l'existence de règles supérieures aux Etats, mais encore de faire reposer cette construction sur l'adoption par les Etats d'un modèle d'organisation politique fondé sur la primauté du droit. Néanmoins, l'Etat de droit est aussi et dans le même temps un vecteur d'hégémonie : il est en effet utilisé comme argument d'autorité et principe de légitimation, afin de justifier les pressions exercées sur certains Etats, voire une ingérence plus directe dans leurs affaires intérieures ; il sert de ressource idéologique et d'arme politique pour imposer un ordre international qui apparaît comme l'enveloppe d'un rapport de domination. Ces potentialités contradictoires ne sont que le reflet de l'ambivalence inhérente au droit.

«Le style diplomatique français», Charles COGAN

L'histoire et la culture permettent à elles deux de mieux comprendre la manière de négocier des Français. Au cœur de la culture française, se trouve la «déesse de la raison». Quant à l'histoire, elle met en évidence une dialectique : d'un côté, il y a le thème de «la grande nation», fondé sur la tradition de puissance et de longévité inhérente à l'Etat français ; l'autre facette de cette dialectique est la culture de l'«*underdog*», qui, revers de la médaille de «la grande nation», se retrouve dans la série de défaites françaises alternant avec des périodes de gloire. Il résulte de cela une dualité entre un complexe d'infériorité et un complexe de supériorité, ce qui prend la forme d'un orgueil allant parfois jusqu'à l'arrogance et d'un manque de confiance. Dans la littérature sur la négociation, la France est considérée comme un pays de «haut contexte», où le contexte de la conversation est important, ce qui veut dire que

beaucoup de choses se passent en dehors des échanges verbaux eux-mêmes. Dans cette perspective, il convient, quand on traite avec les Français, de reconnaître ce qui est implicite dans une situation. Autrement dit, un certain degré d'empathie est nécessaire avant d'entrer dans le contenu. Le point de vue français est que rien ne peut se faire avant que ne soit établie une relation.

«Variations sur le développement», Jean-Pierre COLIN

La réflexion sur le développement a-t-elle connu un tournant majeur en 2005 avec le rapport de la Commission pour l'Afrique mise en place par Tony Blair? Ladite commission semble rompre avec les pratiques de ces quarante dernières années, en faisant des efforts des pays africains en matière de bonne gouvernance la condition première du développement, l'aide des pays du Nord (sous forme de subventions) n'ayant dès lors pour but que d'assister les politiques mises en œuvre pour attirer les investissements et augmenter la croissance économique afin d'enrayer la hausse de la pauvreté. Si les propositions du Rapport Blair ne sont guère nouvelles, la Commission se distingue par sa détermination à s'assurer qu'elles soient mises en œuvre. Néanmoins, ce «nouveau» discours autour du développement souffre de l'absence de perspective politique alors que la nécessité d'un discours englobant toutes les facettes du développement se fait clairement ressentir.

«Réflexions sur la couverture audiovisuelle du référendum français sur la ratification du Traité constitutionnel européen», Eric DACHEUX

Le référendum a connu une forte participation électorale. Quel a été le rôle des médias audiovisuels dans cette mobilisation? Loin des idées reçues, cet article s'articule autour de trois axes de réflexion: l'ampleur du débat s'explique par les stratégies développées par les acteurs politiques depuis le référendum sur le Traité de Maastricht; il convient de relativiser la place actuelle des médias audiovisuels dans la fabrication et la transmission de l'information européenne; leur parti pris n'est pas propre à un secteur particulier, mais un phénomène général touchant tous les médias, même Internet.

«De la non-prolifération à la contre-prolifération. Du passé (re)composé au futur antérieur», Paul DAHAN

Pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, la communauté internationale a mis en place dans le passé deux types d'instruments. Le premier correspond à une logique d'universalité: instruments de désarmement et de non-prolifération. Le second s'apparente à une logique de club: groupe de fournisseurs ou de contrôle aux exportations. Les nombreuses crises de prolifération (Corée du Nord, Iran...) ayant émaillé la dernière décennie s'inscrivent dans un contexte stratégique renouvelé, marqué au sceau d'un retour de la méfiance. Elles ont démontré les limites de l'approche classique. Elles ont conduit la communauté internationale à privilégier désormais un impératif d'efficacité. Ce dernier se décline autour d'un objectif et d'un moyen. Le premier tend à rendre plus efficaces les normes et mécanismes existants. Le second consiste à mettre en œuvre des mécanismes correctifs de nature coopérative et coercitive. Ainsi, nous passons

insensiblement de la non-prolifération à la contre-prolifération, d'un passé (re)composé au futur antérieur.

«L'Europe politique a-t-elle encore un avenir?», Renaud DEHOUSSE

On ne peut présumer du jugement de l'histoire sur l'échec de la Constitution européenne. Si le verdict des urnes témoigne bien d'une grande perplexité à l'égard du présent et de l'avenir de la construction européenne, la demande d'une relance originale de l'intégration est également conséquente. Il est ainsi possible que la crise actuelle soit salvatrice pour la construction d'une Europe politique. Face aux inquiétudes des citoyens comme aux diverses réserves des gouvernements, la porte est cependant étroite. Chacun doit avoir conscience que le *statu quo* est intenable.

«La transformation du système de défense russe», Stéphane DELORY

Les forces militaires et le complexe militaro-industriel russes sont confrontés depuis une quinzaine d'années à une profonde mutation. A la spirale destructrice entamée au cours des années quatre-vingt-dix se substitue désormais une réorganisation en profondeur des missions attribuées aux forces armées ainsi qu'aux outils industriels devant les servir. La profondeur de cette évolution reste cependant difficile à déterminer : les contraintes de sécurité contradictoires qui pèsent sur la Russie (multiplication des conflits asymétriques, érosion des positions stratégiques, minoration du potentiel dissuasif nucléaire, etc.), la faiblesse des ressources financières, la dépendance à l'égard des accès aux matières premières en Asie centrale, les luttes de pouvoir internes ou les résistances du secteur militaro-industriel sont autant d'éléments qui limitent la portée des réformes entreprises par le Kremlin ces dernières années. De fait, la posture agressive que les responsables politiques et militaires russes semblent devoir adopter traduit avant tout une reconnaissance implicite d'une faiblesse établie. Il n'en demeure pas moins que ce sursaut marque une volonté de restaurer la place du pays dans son environnement régional, quitte à instrumentaliser les conflits locaux et à adopter une rhétorique dissuasive rappelant plus les postures de la Guerre froide que celles du nouvel ordre mondial.

«La PESD après l'échec du Traité constitutionnel européen : avènements possibles. De la flexibilité opératoire autour d'un socle commun fragilisé», André DUMOULIN

La crise autour du Traité constitutionnel a épargné la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Le Conseil européen va devoir néanmoins récupérer certaines avancées de la PESD qui avait été introduite directement dans ce document à haute valeur symbolique. Au-delà d'une visibilité pragmatique de l'Union européenne en matière de missions civilo-militaires, la PESD pourrait être autant soutenue que fragilisée par de nouvelles configurations organiques imposées par les événements institutionnels européens : structure de coopération *ad hoc*, noyaux durs, cercles thématiques, union dans l'union. Toutes configurations qui complexifient la lecture d'une Union européenne «sans frontières».

«Genèse et déclin de ‘l’esprit de Rome’», Julian FERNANDEZ

Comment apprécier aujourd’hui l’institutionnalisation de la justice pénale internationale? Sept ans après Rome, les idéaux originels semblent en grande difficulté. La Cour pénale internationale tente de survivre dans une position délicate, loin de «l’esprit» de son traité constitutif. La résolution 1593 sur la situation au Darfour a confirmé le décalage saisissant entre idéalisme et réalisme quant à l’existence d’une institution pénale permanente dans la société internationale contemporaine.

«Spéculation internationale et régulation financière», Jacques FONTANEL et Fanny COULOMB

L’économie mondiale est caractérisée par la montée en puissance de la globalisation financière, qui doit permettre, selon la théorie libérale, une meilleure allocation du capital dans l’économie mondiale. Les marchés financiers émergents se développent rapidement. Toutefois, des nuages inquiétants à l’horizon laissent entrevoir d’importantes crises financières potentielles. Certes, l’analyse de la globalisation financière mène au constat que son ampleur reste encore réduite. Cependant, ses dangers ne sont néanmoins pas négligeables, ce qui conduit les analystes à proposer des réformes importantes du système monétaire et financier actuel afin de remédier à ses défauts.

«L’échec de la Constitution européenne en France», Jean-Claude GAUTRON

L’intégration européenne est en crise. L’échec du Traité constitutionnel révèle les difficultés systémiques et économiques de la construction communautaire depuis la chute du bloc soviétique. Un retour sur la campagne française semble nécessaire pour bien percevoir où est morte la Constitution. Il faut néanmoins se souvenir que l’échec est formateur, qu’il est un classique du processus d’intégration. Si elle surmonte un présent délicat, il n’est pas exclu que l’Europe tire profit de cet échec.

«Le fond de l’air est rouge. Crises sociopolitiques et renouveau du maoïsme révolutionnaire dans le sous-continent indien», Laurent GAYER

Dans le sillage de la révolution culturelle chinoise, l’Inde a vu se développer une mouvance maoïste insurrectionnelle sur son sol à partir de la fin des années 1960, qui, à partir de son berceau bengali, s’est diffusée dans toute l’Inde puis au Népal. Ces organisations maoïstes indiennes entretiennent des liens étroits avec les rebelles maoïstes du Népal, lesquels ont déclenché la «guerre du peuple» en 1996. Celle-ci a connu une escalade en 2001, après que le roi Gyanendra eut décidé de recourir à l’armée pour mater la révolte. N’ayant cessé de re-monopoliser le pouvoir, remettant ainsi en cause les acquis du mouvement démocratique de 1990, le Roi a provoqué une crise institutionnelle qui a fait le jeu des insurgés, en créant les conditions favorables à leur rapprochement avec les partis démocratiques dans le cadre d’un front républicain. A l’instar de leurs camarades indiens, les maoïstes népalais ont aussi su tirer profit des inégalités structurelles de la société népalaise, en répondant aux aspirations des plus démunis (minorités ethniques, basses castes, intouchables, femmes). Il reste désormais aux *maobadis* népalais à démontrer leur capacité à se prêter aux exigences du jeu

parlementaire, comme a pu le faire une partie de la mouvance naxalite indienne à partir de la fin des années 1970.

«La privatisation de la politique étrangère en Asie du Sud : entre modes privés d'action diplomatique et décharge diplomatique de l'Etat. L'exemple de la 'diplomatie du cricket' entre l'Inde et le Pakistan», Laurent GAYER

Parfois comparé à une religion laïque, le cricket suscite la passion des foules indiennes et pakistanaises. Introduit dans le sous-continent au cours de la période coloniale, ce sport s'est progressivement indianisé et a participé à la formation des identités confessionnelles régionales puis à celle des identités nationale indienne et pakistanaise. En se nationalisant, le cricket est devenu un élément central de la rivalité indo-pakistanaise, à travers lequel les populations du sous-continent indien font allégeance à leur Etat-nation tout en proclamant leur hostilité à l'égard de l'ennemi voisin. Depuis les années 1980, le cricket indo-pakistanaise a cependant pris une nouvelle signification internationale : il ne se réduit plus à une «geste militaire ludique». Les dirigeants pakistanais puis indiens ont en effet mis à profit ce sport pour conduire leurs Etats sur la voie de la détente, dans le cadre d'une «diplomatie du cricket» qui repose à la fois sur des logiques étatiques et sur des logiques privées, affectives ou mercantiles.

«Les relations franco-israéliennes de 2002 à 2005. Entre passion et raison», Habib GHERARI

Dressant un parallèle avec les événements qui ont ponctué le conflit au Proche-Orient depuis 2002, l'auteur nous livre sa vision de l'évolution des relations bilatérales entre la France et Israël. Entre 2002 et 2004, les relations franco-israéliennes se sont considérablement dégradées. Bien sûr, les divergences entre les deux pays sont bien plus anciennes, mais la fin du Processus d'Oslo, l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, la seconde Intifada et la mise à l'écart de Yasser Arafat ont contribué à détériorer un peu plus les relations entre les deux pays. Toutefois, après le retrait de Gaza, et grâce au maintien du dialogue, favorisé notamment par le dynamisme des liens économiques, culturels et scientifiques, une embellie se profile fin 2005 entre les deux pays, sans qu'il soit possible pour autant de s'assurer qu'elle sera durable.

«La réforme des Nations Unies et l'autonomie du Secrétariat», Catherine de GINESTEL

Ce qui est en jeu dans la réforme en cours à l'ONU est la fin de l'ingérence de ses Etats membres dans son administration, une pratique à l'origine des nombreux dysfonctionnements dont l'Organisation est accusée. Les sceptiques jugent l'entreprise impossible. Pourtant, la situation créée par la récente campagne d'accusations menée dans les médias et la remarquable émergence d'un pôle européen rassemblé pour affirmer sa différence face au radicalisme américain sont autant d'infléchissements de la conjoncture qui laissent sa chance à l'improbable.

«La septième conférence d'examen du TNP. Une étape dans une crise de régime?», Etienne de GONNEVILLE

Si le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) demeure un instrument incontesté d'organisation de la sécurité collective, il traverse actuellement une période difficile. Les oppositions rencontrées lors de la Conférence d'examen de 2005 illustrent cette tendance. Celle-ci s'est en effet close (27 mai 2005), après un mois de travaux stériles, sur un document final n'apportant aucune solution aux problématiques qui lui ont été soumises. Certes, l'«examen» du Traité a eu lieu, la Conférence a été marquée par une redéfinition des rôles de ses principaux Etats partie et l'attachement de la Communauté internationale au Traité a pu être réaffirmé. Cependant, il n'en demeure pas moins que le déroulement de la Conférence a mis en lumière de réelles fragilités. Tout en continuant à gérer les crises actuelles et à venir, les pays occidentaux devront donc intensifier leurs efforts pour expliquer leurs politiques de non-prolifération

«La Slovénie, entre Alpes et Balkans», Laurent HASSID

Avec deux millions d'habitants et un territoire équivalent à trois départements français, la Slovénie apparaît comme un carrefour entre l'Europe centrale et l'Europe balkanique, l'Europe développée et celle qui ne l'est pas, l'Europe démocratique et celle qui aspire à l'être. Depuis son indépendance, en juin 1991, ce petit Etat s'est considérablement rapproché des standards politique et économique européens, au point d'afficher, lors de son entrée dans l'UE, des performances bien supérieures à celles des autres pays issus du communisme. Une conséquence logique, si on la rattache à un ensemble géographique alpin ou à son histoire dominée par l'Autriche et l'Italie, alors que les Slovènes avaient peu de relations avec les autres peuples de la Fédération yougoslave avant 1918. A l'heure où elle s'ouvre à l'Europe, la Slovénie connaît une dégradation de son climat politique, notamment à cause des questions ethniques : les ressortissants des autres républiques yougoslaves représentent désormais 16 % de la population totale et font l'objet de représentations négatives, véhiculées et instrumentalisées par des partis politiques de premier plan. D'où le débat entre une Slovénie alpine et/ou balkanique.

«L'Union européenne et la lutte antiterroriste au prisme transatlantique», Jolyon HOWORTH

Depuis le 11 septembre 2001, l'Union européenne se trouve confrontée, au même titre que les Etats-Unis, au terrorisme islamiste. Les attentats de Madrid et de Londres ont démontré la vulnérabilité des sociétés occidentales face à cette menace. A la différence des Etats-Unis, qui appliquent une stratégie de réaction et de riposte immédiate, l'action de l'Union européenne est essentiellement tournée vers le dialogue et la négociation internationale de long terme, avec pour objectif de traiter les causes profondes du terrorisme. Toutefois, cette approche reste essentiellement rhétorique et les difficultés structurelles, institutionnelles et juridiques en la matière demeurent nombreuses.

«Le Partenariat mondial du G8. Plus de coopération pour plus de sécurité?», Sébastien JAUNET

Lancé en juin 2002 à Kananaskis, le Partenariat mondial du G8 a pour objectif de promouvoir la non-prolifération, le désarmement, la lutte contre le terrorisme et la sûreté nucléaire, initialement en Russie. Cette initiative s'articule autour d'engagements financiers ambitieux – jusqu'à 20 milliards de dollars sur dix ans – et entend substituer un mécanisme de partenariat à une logique d'assistance. Plus de trois ans après son lancement, plusieurs projets ont été mis en œuvre, en particulier dans les deux domaines identifiés comme prioritaires par la Russie : la destruction des armes chimiques et le démantèlement des sous-marins nucléaires. Cette première phase est également riche d'enseignements sur les conditions d'une mise en œuvre réussie, technique, juridique et politique. La consolidation de ces succès nécessite cependant une évaluation de cette initiative en terme de sécurité, au regard de nos objectifs de sécurité internationale. C'est cette évaluation qui déterminera l'intérêt ou non d'étendre cette initiative à d'autres zones et à d'autres problématiques.

«Les actions du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, facteurs de réduction des conflits internes ou internationaux?», Mayeul KAUFFMANN

En tant que piliers de l'économie mondiale, les organisations économiques internationales (OEI) que sont la Banque mondiale, le FMI et le GATT/OMC auraient pu contribuer à renforcer la sécurité. Cependant, du fait de leur mandat spécialisé et de son interprétation et en raison du contexte de Guerre froide dans lequel elles ont été conçues, elles ont exclu de leur champ d'action les dépenses d'armement et le commerce des armes, de sorte que, loin de favoriser le désarmement, elles ont financé directement ou indirectement les dépenses militaires de plusieurs pays, y compris depuis la fin de la Guerre froide. De plus, si elles ont encadré la mondialisation, les OEI n'ont pris en compte ni les relations de pouvoir ni l'aspect social des politiques économiques (notamment les programmes d'ajustement structurel), susceptibles pourtant d'exacerber les tensions.

«Le Sommet mondial de l'information. Un bilan critique», Alain KIYINDOU et Jean-Louis FULLSACK

La question de la mise en œuvre d'une «société de l'information» inclusive, au service du développement humain et respectant la diversité culturelle, continue à se poser au-delà de la phase de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). La «société sur l'information» reste au centre d'importants enjeux sociaux, économiques et politiques. Si la «société de l'information» est décrite comme un espace de liberté et de démocratie, il n'en demeure moins que les TIC offrent des formes nouvelles de domination et de contrôle... La question de la gouvernance et le maintien de l'ICANN en est une illustration. L'étape de Tunis devait apporter des réponses pratiques aux différentes questions qui se posent et proposer des mesures réalistes pour la mise en application du plan d'action de Genève. Malheureusement, le bilan reste très maigre. Un «Engagement» et un «Agenda» sans obligations, un Fonds de solidarité numérique admis du bout des lèvres, un Forum au rôle peu clair. A cela s'ajoute le fait que le SMSI, dans l'ensemble de la démarche qui a été la sienne, a fait preuve d'une vision partielle de la société de l'information.

«Les tribulations de l'union. L'expérience américaine et ses implications pour l'Europe et pour les relations transatlantiques», Charles A. KUPCHAN

L'histoire tumultueuse de la formation et de l'accession progressive des Etats-Unis à la puissance nous offre un point de repère rassurant à l'examen de l'évolution actuelle de l'Europe. Le Vieux Continent semble aujourd'hui vivre une rupture aussi décisive qu'a pu l'être le XIX^e siècle pour l'Amérique du Nord. La capacité de l'Europe à s'imposer comme un acteur majeur de la scène mondiale paraît désormais certaine. Il est alors urgent de redéfinir la relation transatlantique.

«L'Union européenne et l'Etat de droit dans les Balkans. Instruments et moyens d'action», Guy LE BORGNE

La mise en place progressive d'instruments de prévention et de gestion des crises couvrant tous les domaines d'intervention a permis à l'Union européenne d'apporter, depuis 2003, une plus-value majeure à la gestion des crises. Les premières opérations menées sous l'égide de la PESD posent la question de la pertinence du choix des instruments et moyens d'action de l'Union européenne : peut-on garantir la cohérence et l'efficacité de la gestion d'une situation de crise en mettant en perspective les instruments les plus adaptés par rapport au concept global de gestion de crise ? Les premiers retours d'expériences des missions de gestion de crise mises en place par l'Union européenne sont, de ce point de vue, riches d'enseignements. Dans le domaine du renforcement des capacités locales pour l'établissement d'un Etat de droit en Bosnie et Herzégovine, l'action de la communauté internationale, durant les dix dernières années, apporte une contribution majeure à ce débat.

«Gouvernance internationale de l'environnement. Une initiative française», Philippe LE PRESTRE

En 2003, la France lançait une initiative diplomatique visant à réformer la gouvernance internationale de l'environnement, centrée sur la transformation du PNUE en agence spécialisée de l'ONU dotée d'un mandat et de moyens renforcés. Ce dialogue entre vingt-six pays s'est conclu en 2005 et a permis à la France d'approfondir son expertise dans ce domaine, de revendiquer un rôle dirigeant dans les discussions, de préciser les paramètres d'une éventuelle réforme, d'élargir sensiblement la coalition diplomatique en faveur d'une telle réforme et de maintenir cette question à l'ordre du jour international. Cependant, les incertitudes sur la nature des problèmes à résoudre et sur les avantages et inconvénients de la solution proposée, la prévalence des Objectifs du Millénaire et l'opposition des Etats-Unis et du G77 contribuent à marginaliser les discussions sur la GIE. A moins que l'UE n'en reprenne activement le flambeau, l'avenir d'un tel dialogue s'annonce sombre tant que subsistent les craintes liées à l'adoption d'un modèle de gouvernance fortement centralisé.

«Vers l'élargissement du canal de Panamá? Enjeux économiques et stratégiques», Olivia DE MALEVILLE

A quatre-vingt-onze années de sa création et à six années de sa rétrocession complète et définitive, le canal de Panamá constitue aujourd'hui l'artère nourricière de

l'économie panaméenne. Avec le développement du commerce maritime mondial, le passage interocéanique représente un point névralgique pour le transit en plein essor entre l'Asie du Nord-Est et la côte Est des Etats-Unis, mais également pour le commerce intercontinental. Arrivé au maximum de ses capacités et avec l'anticipation d'une saturation d'ici 2014, le canal panaméen est cependant confronté à la question de son élargissement, sans lequel il sera relégué prioritairement à la satisfaction de quelques marchés régionaux. De l'issue du référendum sur l'adaptation de la voie d'eau dépendront l'économie du pays, le tracé du commerce maritime transocéanique et surtout la dimension stratégique future du canal.

**«L'Administration Bush et le processus de paix au Moyen-Orient»,
Robert MALLEY**

Dans cet article, l'auteur offre une comparaison des stratégies adoptées par les Présidents américains Clinton et Bush au Moyen-Orient. Pour l'Administration Clinton, la route de Bagdad passait par Jérusalem : le Président a donc consacré toute son énergie à tenter de trouver une solution au conflit israélo-palestinien et s'est plutôt montré tolérant face aux régimes arabes autoritaires. Initialement désintéressée par la région, l'Administration Bush s'est quant à elle lancée après le 11 septembre 2001 dans une grande politique de transformation du Moyen-Orient, d'inspiration néo-conservatrice : elle considère le changement de régime en Iraq et une plus grande sévérité à l'égard des pays autoritaires comme une condition préalable à l'extension de la démocratie et de la paix au Moyen-Orient. Pour finir, Robert Malley dresse un bilan sévère de la politique du président Bush.

**«Le journalisme en quête de repères aux Etats-Unis», Jean-Paul
MARTHOZ**

La « crise de conscience » de la presse américaine s'est accentuée au cours de l'année 2005 avec l'affaire « Judith Miller », du nom de cette journaliste du *New York Times* emprisonnée pendant quelques mois à la suite de son refus de révéler ses sources dans l'affaire « Plame » (Valérie Plame, agent de la CIA, épouse d'un ambassadeur hostile à l'Administration Bush). Déjà critiquée pour son suivisme officiel lors de la guerre en Iraq, la presse américaine a mis énormément de temps avant d'enquêter sur les accusations de tortures perpétrées dans les prisons américaines en Iraq et en Afghanistan. Depuis quelques années, face à ces défaillances, des journalistes s'organisent, à contre-courant de l'*infotainment* et du conformisme ambiant, pour défendre l'excellence et l'intérêt public ; jusqu'ici cantonné dans des cercles « radicaux », le mouvement pour la réforme des médias sort de sa marginalité et rejoint ceux qui, au sein de la profession, s'inquiètent de l'évolution des médias et de l'impact sur la vie démocratique.

**«L'avenir de l'Agence France-Presse à nouveau en débat», Michel
MATHIEN**

La démission « surprise » de son président-directeur général souligne de nouveau les difficultés existentielles de l'AFP dans un environnement plus que jamais concurrentiel : aux difficultés économiques révélées par plusieurs crises récentes s'ajoutent des problèmes de stratégie, de moyens, de structures, de relations avec les

clients – en majorité les médias – et de statut, tandis que se pose la question du consensus politique sur l'existence même de l'Agence.

«Pour une géopolitique des diasporas», Gaïdz MINASSIAN

Des attentats du 11 septembre 2001 à ceux de Londres en juillet 2005, en passant par l'arrêt de la lutte armée de l'IRA ou les résolutions onusiennes contre la Syrie en 2005, le rôle des diasporas n'a échappé à personne, au point que certains observateurs s'interrogent sur leurs poids dans les processus de décision et leurs logiques d'action sur le système international. Résultat d'un rapport singulier espace-temps, le concept diasporique est devenu un phénomène de plus en plus incontournable des théories des relations internationales, en ce sens qu'il renverse l'ordre des écoles de pensées traditionnelles et qu'il invite à penser le monde autrement à l'heure de la globalisation des échanges. Les diasporas résultent des variations plus ou moins catastrophiques de l'humanité qui, par définition, s'inscrivent au-dessus de la marche étatique. Elles renferment une multitude de réseaux et d'acteurs transnationaux, qui progressent en dessous de l'ordre défini par les unités étatiques. Par le haut et par le bas, les diasporas – en tant que structures aux contours flous car mouvants et en tant qu'acteurs aux rôles discrétionnairement légaux (groupes de pression, ONG) ou illégaux (mafias, terrorisme) – ont poussé l'Etat à sortir de sa forme historique du politique pour mieux s'adapter à la nouvelle architecture des relations internationales.

**«La réforme de l'ONU, obsédante et impossible», Philippe MOREAU
DEFARGES**

Kofi Annan, aspirant à rester dans l'histoire comme un grand secrétaire général des Nations Unies, a initié un énième processus de réforme de l'organisation internationale en mettant sur pied un rassemblement de sages. Ce Groupe de personnalités de haut niveau a produit un rapport très habile : au lieu de bouleverser le système, ce rapport contourne les obstacles majeurs à toute réforme. Par exemple, les Etats membres de l'ONU n'étant en aucune manière prêts à renoncer à leur droit souverain de faire la guerre, le rapport propose de dégager les critères d'un juste usage de la force militaire sous le contrôle du Conseil de sécurité. De toute manière, le processus de réforme a tourné court : les scandales financiers de l'ONU ont jeté le discrédit sur la gestion de Kofi Annan ; les Etats-Unis, sans le soutien desquels toute réforme de l'ONU est impossible, ne veulent pas d'une ONU indépendante et forte ; le Tiers-Monde réclame une place plus importante dans les mécanismes onusiens, mais étale tant de divisions, les plus grands Etats du Sud se disputant les sièges de membres permanents au Conseil de sécurité ; enfin, les Etats souverains, d'abord les grandes puissances, ne sont pas prêts à soumettre l'usage de la force à une autorisation internationale.

«France-Allemagne : un couple désuni?», Chrystelle NOURRY

Entre mai et octobre 2005, l'incertitude s'est quelque peu installée dans la coopération bilatérale entre la France et l'Allemagne. Dans ce contexte, le «couple franco-allemand» apparaît aujourd'hui en mal de certitudes par rapport aux années précédentes. A la suite des événements récents qui se sont produits, dans quelle mesure peut-on encore aujourd'hui parler d'un «couple franco-allemand» en Europe ? Cet article vise à retracer les apports et les voies lancés par la coopération franco-allemande

durant les années 1995-2005, afin de faire un bilan synthétique de la période rassemblant Jacques Chirac et Gerhard Schröder au pouvoir et ainsi déterminer le rôle que joue aujourd'hui la relation bilatérale au cœur de l'Union européenne. Si, au seuil de 2006, la coopération franco-allemande apparaît affaiblie dans ses valeurs, ses objectifs et son influence, il n'en demeure pas moins que des réalisations et des lignes politiques majeures sont apparues et se sont stabilisées durant ces années. La relation franco-allemande se situe seulement aujourd'hui dans un contexte incertain, tant d'un point de vue bilatéral qu'europpéen et ces deux inconnues laissent la porte ouverte aux interrogations quant à sa capacité d'impulsion au cœur de l'Europe.

«L'emploi de la force dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Fondements juridiques et organisation politico-militaire», Alexandra NOVOSSELOFF et Patrice SARTRE

La question de l'usage de la force est, pour l'Organisation des Nations Unies, notamment son Conseil de sécurité, une question à la fois récurrente, complexe et taboue. Les instruments prévus par la Charte des Nations Unies pour utiliser la force (Comité d'état-major, accords spéciaux) n'ont jamais pu voir le jour. La question de l'usage de la force a alors évolué avec la mise sur pied des opérations de maintien de la paix à partir des années 1950 : mécanisme non prévu par la Charte mais se situant pleinement dans son esprit, mécanisme au sein duquel l'usage de la force est retenu et n'est utilisé qu'en dernier recours pour continuer à créer les conditions nécessaires à la poursuite de la mission. Ce mécanisme a induit une organisation particulière aux plans politiques et militaires, entre le quartier général new-yorkais et le terrain. Cette organisation s'est développée au fil des épreuves, des échecs, mais s'est, depuis cinq ans, grâce à la publication du Rapport Brahimi, professionnalisée.

«Le conflit russo-tchéchène, écho du 'choc des civilisations'?', Jérôme PASINETTI

Plus de dix années de guerre entre la Tchétchénie et la Fédération de Russie ont profondément altéré la nature même du conflit. La première guerre appartient au registre classique des luttes de libération nationale dans un contexte généralisé de décolonisation suite à la désintégration de l'URSS. Des tactiques de guérilla parfaitement employées face à une armée russe en décomposition et une stratégie politico-médiatique pertinente mènent à une victoire tchéchène temporaire. Subissant une grave crise économique et sociale, la société tchéchène se désagrège pendant l'entre-deux-guerres et voit des groupes islamistes radicaux, dits wahhabites, contester l'ordre établi et l'Islam soufi confrérique traditionnel. Une conjonction paradoxale d'objectifs entre ces groupes, qui veulent établir un califat au Caucase, et le Kremlin, qui cherche à refonder l'identité nationale russe et à sauvegarder les intérêts de sa classe dirigeante, relance les hostilités. Les succès tactiques de la Russie, qui évitent les confrontations directes, la capacité du pays à imposer un huis clos médiatique et les divisions qui minent la résistance tchéchène aboutissent à une victoire russe partielle et à la *tchéchéenisation* du conflit, à savoir la délégation du maintien de l'ordre à des supplétifs locaux. Le 11 septembre et ses suites permettent à Moscou d'imposer peu à peu sa représentation géopolitique du conflit, qui ne serait qu'un épigone d'une lutte civilisationnelle contre l'islamisme radical transnational. Les désespérances politique et personnelle des Tchétchènes poussent une partie à intégrer ce discours et surgissent

alors une série d'attentats-suicides extrêmement meurtriers et une contagion progressive des républiques voisines. Oubliant ses objectifs politiques d'indépendance, ce conflit ne serait-il pas en train de devenir un écho de la prophétie auto-réalisatrice du «*choc des civilisations*» ?

«Jean-Paul II, un pape au cœur de l'histoire. 1978-2005», Jean-Bernard RAIMOND

Cet article n'est pas une biographie, mais la présentation du Jean-Paul II politique, de Jean-Paul II comme pape au cœur de l'histoire. La présence de Jean-Paul II dans les relations internationales pendant les vingt-six ans de son pontificat a été mondiale : contribution à la fin de la Guerre froide grâce à l'expérience du premier pape slave de l'histoire, maîtrise de la «*théologie de la libération*» en la délivrant de la menace de manipulation marxiste-léniniste, action convergente avec celle de Mikhaïl Gorbatchev aboutissant à la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989... une stratégie pontificale politique fondée sur la liberté, la vérité et le respect des droits de l'homme. A cela s'ajoute une conception moderne du maintien de la paix, fondée sur le dialogue interreligieux et sur l'ingérence, en cas de crise internationale, sous l'égide des Nations Unies (Afghanistan, Kosovo). Il convient également de signaler la poursuite inachevée de l'œcuménisme, du fait de l'opposition de l'orthodoxie russe, un dialogue interreligieux positif, à commencer par l'établissement de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et Israël. Jean-Paul II a été surtout remarquable dans son attitude vis-à-vis de l'Islam (visite en 1985, sans précédent pour un pape, au Maroc; voyage au Kazakhstan, peu de jours après l'attentat du 11 septembre 2001 à New York); le pape, dans ses homélies en russe, distinguait en toute lucidité le terrorisme de la haine sous couverture religieuse de l'Islam authentique et solidaire. L'ombre de Jean-Paul II disparu pèsera longtemps sur ses successeurs.

«La diplomatie chinoise face à la seconde crise nucléaire nord-coréenne», Philomène ROBIN

Un des aspects les plus positifs de la seconde crise nucléaire nord-coréenne réside dans les nouvelles responsabilités assumées par la diplomatie chinoise. Celle-ci est parvenue à mettre en place les pourparlers à six, premier dialogue sécuritaire réunissant les pays de l'Asie du Nord-Est. Ce mécanisme de gestion de crise n'a à cette date pas apporté de solution définitive. L'action chinoise ne peut donc être considérée comme une éclatante victoire diplomatique. Elle prend cependant tout son relief si on la compare au rôle chinois lors de la première crise nucléaire nord-coréenne (1993-1994). Plusieurs facteurs ont influencé l'évolution de la diplomatie chinoise : les mutations du contexte régional ont accentué l'urgence d'un règlement et multiplié les enjeux de la crise; sa croissance a doté la Chine de nouveaux moyens d'influence. Il semble primordial de replacer son action dans le contexte d'une réforme générale de sa politique étrangère amorcée à la fin des années 1970.

«Le deuxième âge nucléaire indien. Portée et limites de la diplomatie nucléaire d'une puissance pivotale», Baskar ROSAZ

Le concept de puissance pivotale dégagé par Henry Kissinger dans son ouvrage *Diplomatie*, pour qualifier la politique britannique d'équilibre stratégique sur le

continent européen au XIX^e siècle, permet utilement d'appréhender le jeu des puissances (Inde-Chine-Etats-Unis) en Asie méridionale. Alors que cette région avait été marquée, depuis 1947, par le rôle pivotale des Etats-Unis et de l'Inde, seule cette dernière a poursuivi une telle politique, sur le plan diplomatique, depuis les essais nucléaires de 1998, en profitant de l'antagonisme feutré entre Américains et Chinois. L'accord indo-américain du 18 juillet 2005 indique que cette politique pivotale s'exprime aussi désormais dans le domaine stratégique, sur arrière-fond de compétition pétrolière et nucléaire (civile) sino-indienne. Delhi a tenté, jusqu'à présent, de maximiser sa puissance sans trop s'engager sur le plan militaire avec les Etats-Unis; l'accord du 18 juillet secrète de nouvelles contraintes, non prévues.

«L'OTAN et l'UE. Partenariat ou concurrence?», Gilles ROUBY

L'Union européenne et l'OTAN peuvent aujourd'hui apparaître comme concurrentes dans les aspects militaire et sécuritaire de la coopération européenne. L'Union européenne a notamment évolué en ce sens depuis 1990 avec le développement de la PESD. Pourtant, la nature même de ces deux organisations diverge, l'OTAN étant une organisation militaire alors que l'Union européenne est de nature plus politique. Cela n'a pas empêché ces deux institutions de coopérer dans un processus qui, parmi d'autres hypothèses plus pessimistes, pourrait notamment aboutir, dans un avenir proche, à la constitution d'un pilier européen au sein de l'OTAN.

**«Les relations sino-indiennes. Tendances récentes et évolutions en cours»,
Isabelle SAINT-MÉZARD**

La nucléarisation ouverte de l'Inde au printemps 1998 semble avoir paradoxalement ouvert sur une nouvelle phase dans l'histoire chaotique de ses relations bilatérales avec la Chine, en établissant les conditions pour un rapprochement accéléré. Les relations entre les deux grands voisins n'ont de fait jamais été aussi cordiales. Un examen des grands dossiers qui font la substance des liens bilatéraux contemporains, à savoir l'entreprise de rapprochement politique, les négociations sur la question frontalière, l'essor des échanges économiques, les efforts de modernisation militaire et le rapport aux Etats-Unis, révèle cependant une situation contrastée : y apparaissent certes des éléments clairement positifs et encourageants, mais aussi de sérieux points d'achoppement hérités aussi bien d'un passé houleux que relatifs aux ambitions futures des deux grandes puissances annoncées du XXI^e siècle.

«L'Etat et la mondialisation. La participation dénationalisée», Saskia SASSEN

Malgré les évolutions récentes, l'Etat reste l'acteur principal des relations internationales actuelles : il est notamment inscrit au cœur de la mondialisation car toutes les nouvelles relations qui en émanent se font à partir du cadre étatique. Si l'on ne peut affirmer que l'Etat subit la mondialisation, cette dernière le transforme néanmoins et participe notamment à un phénomène de dénationalisation de l'Etat. Cette dénationalisation s'exprime par une privatisation croissante de certaines institutions étatiques, mais aussi par une adaptation des entités sub-nationales au cadre de plus en plus pertinent de la mondialisation. L'échelle internationale n'est donc

pas la seule capable d'analyser la mondialisation. Le pouvoir même qui fonde l'Etat est rénové en son cœur, par cette intégration progressive de composantes privées devenues primordiales. Par cette dénationalisation, l'Etat s'adapte à ce nouvel environnement international, plus généralement caractérisé par une nouvelle et multiple régulation du contexte global.

«Les Etats-Unis, l'Europe et les négociations commerciales et agricoles internationales sous G. W. Bush», Susan SECHLER et Joe GUINAN

Acteurs et observateurs de la régulation économique de la société internationale doivent bien garder à l'esprit qu'une négociation commerciale a toujours un caractère politique et que, par suite, ni les négociateurs commerciaux internationaux ni l'OMC n'ont assez de pouvoir ou de représentativité pour assurer au cycle commercial global un succès certain. L'impulsion politique est décisive et le processus démocratique pourrait ici aider à la cohérence des positions de chacun. Cependant, face aux enjeux du Cycle de Doha, la crispation des Etats-Unis et de l'Europe autour de l'agriculture et l'immobilisme de la conférence de Hong Kong montrent combien les chances de voir se concrétiser une libéralisation courageuse et un véritable projet de développement sont minimes.

«La politique de la France à l'égard des conflits en Afrique. Depuis 2002, une politique à tâtons», Hewane SEREQUEBERHAN

La politique africaine menée par la France depuis 2002 entend rompre avec celle menée précédemment; le choix du réengagement de la France en Afrique est alors annoncé: il s'agit de renouer avec l'activisme français au sud du Sahara et de s'impliquer, si nécessaire, dans les conflits africains. Cet article entend analyser la politique africaine de la France depuis 2002 et en dresser un bilan critique. Pour ce faire, y sont examinés les défis et enjeux auxquels la politique africaine devait faire face en 2002 et la manière dont elle les a relevés. A la lumière de cette analyse sont considérées les perspectives d'avenir pour la politique africaine de la France dans son volet sécuritaire, c'est-à-dire pour la politique de la France vis-à-vis des crises et conflits qui secouent le continent africain depuis 2002.

«La France et la candidature de la Turquie à l'Union européenne», Gérard SOULIER

La question turque a été très largement évoquée lors de la campagne française pour le référendum du 29 mars 2005 en vue de la ratification du projet de Constitution européenne. Afin de saisir la globalité du débat autour de la candidature turque, l'article retrace dans un premier temps la politique officielle de la France à l'égard de la Turquie dans une perspective historique, puis examine son évolution récente dans le contexte d'une possible adhésion de la Turquie à l'Union européenne. A l'aune de cette analyse, il apparaît que politique étrangère et politique européenne ne sont plus seulement affaire d'Etat, mais aussi affaire d'opinion, un phénomène potentiellement source de tensions parfois difficiles à gérer.

«L'occupation américaine en Iraq. Perspectives américaines et irakiennes», Mark TESSLER

Cet article revient en premier lieu sur le débat en cours aux Etats-Unis sur l'invasion et l'occupation américaines de l'Iraq : il apparaît que l'opposition à l'engagement en Iraq grandit et que le public américain et, dans une certaine mesure la classe politique américaine, est de plus en plus divisée sur la conduite et les conséquences de la guerre. L'article présente ensuite les résultats d'un grand sondage d'opinion réalisé en Iraq en novembre et décembre 2004 : l'opposition à l'occupation américaine se révèle aussi importante chez les Sunnites que chez les Chiïtes irakiens ; la plupart des Irakiens sont plus attachés au façonnage et au renforcement d'une identité irakienne qu'à la protection de l'identité et des intérêts des communautés ethno-religieuses ; l'opposition à la présence américaine en Iraq s'avère très prononcée chez les Irakiens, lesquels accordent une très grande importance à l'identité nationale. L'article se conclut par une réflexion sur les transitions de la vie politique aux Etats-Unis et en Iraq susceptibles de se produire durant l'année 2006.

«La défense en Turquie. Entre continuité, singularité et unanimité», Levent ÜNSALDI

La chute du Mur de Berlin et l'avènement de l'ère post-communiste modifient de manière considérable les rapports de force, les cartes géopolitiques, le jeu des alliances stratégiques et économiques, la nature des menaces, les options politiques en matière de défense et de sécurité. Pourtant, la politique de défense turque, certes revisitée, voire recentrée, ne semble pas avoir connu d'inflexion, du moins en ce qui concerne ses trois constantes : l'appartenance à l'Alliance atlantique ; la participation aux structures de défense européennes ; et l'évaluation constante des menaces potentielles, imminentes ou réelles. Le chaos irakien, le différend gréco-turc fossilisé, ainsi que la question kurde et ses conséquences sur les relations extérieures, notamment avec les voisins immédiats, ne prédisposent donc vraisemblablement pas Ankara à revoir sa politique de défense, laquelle reste au demeurant inchangée : protéger un pays situé dans un environnement régional défini comme difficile, sinon menaçant.

ABSTRACTS (*)

«Global financial imbalances and the international currency system», Michel AGLIETTA

The study of financial imbalances foreshadows structural changes to come in world economy. The United States, whose debt has increased, have become indebted to Asian and emerging countries, where savings have grown, to the detriment of spending, as the outcome of financial crises. The absence of repercussions of this trend on markets is due to the key-currency part played by the dollar in the international currency system and to its relations with the currencies of countries that are now indebted to the United States. However, the eventual emergence of an Asian currency *yen-yuan* pole, made possible by the growing autonomy of Asian economics from the West, is capable of upsetting the current state of affairs.

«France's International Information Channel. Coming to terms with old facts», Gerald ARBOIT

Political and media-related vicissitudes in 2005 made one fear the worst for CFII : the annoying consequences of the European referendum made the government less inclined to support the project. Almost simultaneously, the mandate of Marc Tessier was not renewed by the higher Audiovisual Council. Changing the head of two of the three parts of the Public Holding and the first private audiovisual group Alliance was intended to rationalize the audio-visual facade of France, yet it provoked the reappearance of internal contradictions in the project.

«The journalist is the hostage during war information», Gerald ARBOIT

When journalists were captured as hostages in Iraq, the media were led to process news where their colleagues held centre stage. Thus, the case of journalists held hostages was widely mediated; this was legitimate, since it fulfilled the duty of information, but very unfavorable to the discretion necessary to negotiations aiming at their release. However, this publicity given to the unfortunate fate of journalists held in hostage provoked an informational distortion corresponding to the feeling of a threat over an evolving profession.

«How the media cover catastrophes. The case of the tsunami on Saint-Steven 2004», Gerald ARBOIT

Can the example of the tsunami of Saint-Steven 2004 be a test model of the way the media cover major catastrophes ? The mobilization of the media that it generated was traditional, in the sense that it corresponded only to the treatment of crises and other human catastrophes, but it was certainly out of proportion. However, its prime

* Abstracts are classified by the authors' names' alphabetical order.

material was the display of the humanitarian and the politic joined together, and it revealed a frightened Western society, at a loss for what to do.

«Controlling the Internet in China : the two sides of the coin. A Look at the information society», Olivier ARIFON and Philippe RICAUD

China is frequently criticized by Western public opinion because of its fierce censorship on the Internet, a so-called free exchange zone. This paper deals with the means deployed to control the Chinese web, and shows that China wants to filter foreign influences. However, Western countries do not realize enough how difficult it might be for them to play the «good guy» : the actual claim to open China through the technologies of information bitterly recalls to mind the European interferences in modernizing late XIXth century China.

«Power and influence within post-Cold War international relations. The case of France», Georges AYACHE

For centuries, the concept of power has featured, under different aspects, the balance of power between nations and has sharply influenced both International Relations theories and political philosophy. In the context of the unipolarity that has emerged in the aftermath of the Cold War and the spread of globalization, power (in its traditional meaning of political and military power) no longer suffices. Indeed, real influence now hardly goes without the consent of the international community and the legitimacy that it confers, and it can hardly ignore respect of international rules. The full exercise of power relies, more than ever, on the use of not just one but all the classical means of power and influence. Because they are often indirect and subtle, the implementation of these various types of power is generally a sensitive issue, as is illustrated by the case of France. Although this country continues to retain many of its traditional assets, its international influence tends to wane, particularly as French international policy seems out of step, not only with the great transformations of our time, but also with the changing French society.

«The United Nations faced with the challenge of strengthening social peace», Emmanuel BARGUES

The increasing number of infra-state conflicts and the normative changes in international relations has encouraged the emergence of the concept of «peace-building» at the core of the UN theory and practices of peace-keeping. In order to avoid a relapse into conflict, peace-building activities must cover a wide range of tasks and must involve more and more actors. However, as this approach to peace-keeping continues its development, it is faced with several obstacles. Peace-building must overcome two challenges : it must avoid imposing structures that societies are not ready to receive and it must strengthen its ability to understand the dynamics of the transition period. Therefore, perspectives and analysis of peace-keeping must be widened. In order to accomplish this goal, the United Nations must focus on other sciences, especially social sciences, in order to fulfil its task of establishing a «social peace» for a society recovering from war.

«Evangelists in the United States and the American foreign policy», Célia BELIN

25 % to 30 % of Americans today consider themselves as «Evangelists». This traditional brand of Protestantism has grown importantly for the past thirty years in the United States and its members have progressively invested the political sphere. Leaning on their faith in the Bible's authority, Evangelists have developed a specific vision of what the American foreign policy should be. Moralism, defence of the religiously oppressed, belief in the American exception and support to Israel, these are but a few themes they support. Thanks to a formidable mobilization capacity and to the support they have found from very pious religious movements and from the neo-conservatives, Evangelists are now able to proceed efficiently with their revolutionary agenda of «applied Christianity» on the American political scene.

«The apathetic citizen. When State institutions do not reflect human rights consistently», Jeremy David BENDIK-KREYMER

Certain democratic societies are currently experiencing disengagement from their citizens. The persistent hiatus between the State's domestic actions, based on the respect of human rights, and its international actions, based on a rational defence of its interest, tends to provoke the forsaking of the civil society faced with the international commitments of their State. Nevertheless, the apathy produced by the existence of unrepresentative actions and institutions, in a society based on universal rights, results from a mistaken perception of citizenship. In order to fulfil its point, citizenship must be conceived as transcending any given political order, since its point is to uphold justice. One this idea is admitted, one of the first duties of liberal citizenship is to organise the creation of institutions that put the State under the authority of human rights in all of their commitments. Thus, correctly perceived, liberal citizenship becomes both cosmopolitan and cosmopolitan institutions building.

«WTO disputes on environmental and consumers' protection», Thomas BERNAUER and Thomas SATTLER

The quantitative literature on WTO dispute settlement has largely neglected policy-variables. We focus on this gap and attempt to address some methodological questions in this area. We put to the test the claim that disputes over inter-jurisdictional differences in environment, health and safety (EHS) regulation are more prone to escalation than disputes over other issues. The reason is that, relative to non-EHS disputes, gradual concessions among plaintiff and defendant and side-payments to domestic constituencies in the defendant country are more difficult. We develop and test this hypothesis with data on 506 dyadic WTO trade disputes in 1995-2003, using Sartori's selection models. The results show that, *ceteris paribus* and contrary to widely shared assumptions in the qualitative literature, EHS disputes are less prone to escalation from the consultation to the panel/appellate body level, but more prone to escalation into compliance disputes once they have reached the panel/appellate body level.

«Ten years after, Bosnia-Herzegovina and the action of the European Union», Thomas BERTIN and Alexandre VULIC

Ten years after the Dayton peace agreement, the European Union represents both the framework and the means to consolidate the future of Bosnia. The key challenges to complete the stabilisation work in the country include the reinforcement of the Bosnian State, the fight against organised crime and the strengthening of local police and the process of reconciliation. For the EU, Bosnia also represents a decisive experience for the development and coherence of the European Security and Defence Policy, from which a number of lessons have been learned.

«The Hague Code of conduct against the proliferation of ballistic missiles. The regime that did not exist?», David BERTOLOTTI

The Hague Code of conduct against proliferation of ballistic missiles, launched in November 2002, has become the first political and truly multilateral initiative in the field of missile non-proliferation. It has successfully laid universal principles where previously there were none, and it has set up some confidence-building measures that could serve as models even for non signatory states. A «missing link» in the chain of international arms control efforts, it may also foreshadow an even more ambitious norm, which would be a sort of «fourth pillar» of the fight against the proliferation of weapons of mass destruction.

«Replicas of the French ‘no’ to the European Constitution. A seism in Europe», Christian BIDEGARAY and Christine PINA

To have a text, which had been elaborated with difficulty, at the cost of many compromises, ratified unanimously by 25 countries (10 by referendum) was a high-risk bet : wasn't it unwise to want to consult the public opinion, which was poorly informed on the EU, and often unconcerned, while the parliamentary ratification was carried out smoothly in many countries? The first referendum in Spain should have raised concerns because of the high rate of abstentions. Nonetheless, after having hesitated for a long time, the French said clearly «no». In opposing the eurooptimistics to the eurosceptics, while permitting to sanction the political class, the French «no» gave voice to strong reservations: it was «no» to the EU, but also to its present configuration. After France's «no», the Netherlands followed, but not Luxembourg. This rejection has forced the Europeans to take a break in the ratification process in order to build public support by trying to make the EU and its constitution accessible to the people.

«The death of Pope John-Paul II in the French media. ‘Totus tuus’... *sed cum mora!*», Philippe BLANCHARD

For celebrities, the show must go on until the very end, that is, their death. The vast media coverage of John Paul II's death, and its tone, prove that he made it, concluding in this manner his 27-years long exceptional effort to open the Catholic Church to modern mass media. He renewed the means of evangelization, that is of religious propaganda, by taking several ambitious measures: he reasserted the right to information, Vatican II's doctrinal tolerance towards mass media and the acceptance

that the Church may make use of it; he integrated into his action and discourse the fact that Western societies have plunged into religious indifference and that practising Catholics are now a minority; he purposefully engaged the Church, and papacy in the first place, into the modern public space of crowds, emotions, personalization and dramatization; he started on to compete directly with other celebrities for the occupation of media space devoted to religion. But the success of the performance related to his agony also comes from a steady growth of the media's interest in religion. This trend is all the more profitable that it goes with the media's incapacity to decode complex religious affairs, and therefore to overcome the tricks of staging.

«Which solutions for Ukraine? The Orange Revolution and new security perspectives», Tetyana BOBURKA and Stéphane DELORY

One year after the Orange Revolution, Ukraine's strategic environment has been considerably modified. Leonid Koutchma's Ukraine is a partner of the Atlantic Alliance, a close ally of the United States, and yet submitted to the Russian influence : it seemed to have to waver continually between the East and the West. The arrival of pro-West reformers finally allowed Kiev to claim openly NATO and EU membership. If that option can be justified in the long-term, the abruptness of this re-orientation, supported by the United States and attentively followed by Brussels, has had a negative impact. Russia, which had always considered the Orange Revolution as one more encircling attempt devised in Washington, has reacted with the utmost brutality. In view of this situation, it may be hazardous yet to make a final account of what the Orange Revolution has brought, but it is now possible to assert that Ukraine's security environment has been degraded, while the reformers' political future seems increasingly compromised.

«The French Parliament and international relations», Philippe BOURASSE

In spite of the small scope of action offered by the French Constitution to the Parliament in terms of diplomacy, the two assemblies have been able not only to widen their primary attributions, but also to develop an extra-legislative international action, especially in community matters. We are indeed witnessing a progressive «parliamentary appropriation» of executive-determined diplomacy, making the elected officials a sort of relay and influence multipliers.

«European armies confronted to multi-nationality. Modernity or masked impotence?», Yves BOYER

Multi-nationalizing armed forces has become one of the main characteristics of the European cooperation in the military field, within the European Union as well as within the context of NATO operations. Made instrumental by the means of the interoperability principle, it has notably contributed to reinforcing the United States' leadership on the operational field and to making European partners dependent on the American military model. This being said, it favours solidarity amongst Europeans during their military activities.

«The efficiency of the European aid to development», Claire BRODIN

For fifty years, the European Union has helped the developing countries to fight against poverty, the central aim of its cooperation policy. The most important partner of the developing countries, the European Union – both the Community and the Member States – provides today more than 55 % of all global official development aid. However, the persistent gaps of the Community aid and the problems of coordination with the Member States and coherence of policies affect the collective effectiveness of the European aid. In 2005, within the framework of international commitments for development and aid effectiveness, the European Union adopted a reform of its aid policy to institute, for the next years, a real European strategy on development for all the developing countries, and especially for Africa, to ensure an effective and visible European vision of solidarity on the world scene.

«Europe and power», Pierre BUHLER

The relationship between Europe and power theme animates current debates and controversies regarding the orientations that the European construction should take. The concept of Europe as a power, the unique way of salvation for some, or a dead-end for others, has been going through the most extreme trials since decades but always manages to regain its vigour. The important transformations that the emergence of Europe as a power would entail, such as the redesigning of the Atlantic relation, lead us to doubt the probability of such an evolution. Europe embodies more a new sort of power, different from that of a nation-state, and thus reinvents the notion of power.

«India on the verge of a multi-polar world», Côme de CARPENTIER DE GOURDON and Samuel BERTHET

India, as an emerging power amongst developing countries, has adopted an active foreign policy, multiplying partnerships and cooperation with the other economic powers in order to face the many challenges brought by its economic boom. Its specific geo-strategic position, between Central and South-East Asia and the Middle East, confers India a specific role and provides unique opportunities. India has chosen to combine *Realpolitik*, by getting closer to Israel, and multi-lateral action, for instance within the context of SAARC and the Shanghai Cooperation Organization. In the same time, it leads an active and energetic policy toward the Middle East and Central Asia, and a daring diplomacy towards Russia, Europe and China.

«National minority : a European concept», Baptiste CHATRE

The concept of national minority is widely used in European institutions to describe the phenomenon of non-correspondence between nation and State in Europe. This appropriation is rooted in the situation prevailing in Central and Eastern Europe, where the facts have been acknowledged and legalised at a very early stage. The enforcement of the Framework Convention for the Protection of National Minorities of the European Council, since the mid 1990s, allows a more specific analysis of the way the various European States consider this concept. Thus, it appears that in spite of an extensive and continent-wide use, a certain number of differences in the use of this term persist between the Western and the Eastern European States, especially due to

the individual histories of these two regions during the States' and nations' building processes.

«The rule of law and international relations», Jacques CHEVALLIER

The rule of law is usually expected to result in the pacification of international relations, through a series of complex interactions between its internal and external dimensions. What is at stake here is not only the edification of an «international rule of law» involving higher rules that all States would have to follow; such an edification must also be grounded on each State's embracing a model of political organization in which the rule of law applies. Yet, the rule of law simultaneously partakes of a trend towards hegemony: it is often used as a way of closing ongoing debates and of legitimizing one option over another, thus providing a justification for applying pressure on uncooperative States, or even for interfering in their internal affairs. It stands as an ideological resource, a political weapon by the use of which one may build an international order that actually covers a system of subordination. These conflicting potentialities, however, only reflect the intrinsic ambivalence of law itself.

«The French style of diplomacy», Charles COGAN

There are two «threads» to analyse in order to understand better the French style of negotiations, that is, what can be called the cultural thread and the historical thread. In the cultural thread, the main theme that emerges is that of the «goddess of reason». In the historical thread there is a dialectic: on the one hand, there is the theme of «*la grande nation*», based on a tradition of power and longevity that is inherent in the French State; the second facet of the dialectic is the «culture of the underdog», which is the other side of the medal of «*la grande nation*» and which derives from the series of French defeats that have alternated with the periods of glory. The result is a duality between a complex of superiority and a complex of inferiority, where on the one hand one encounters a pride that sometimes becomes arrogance, and on the other hand there is at times a lack of confidence. In the literature on negotiations, France is considered a «high context» country, where the context of a conversation is important and much is taking place outside the verbal exchanges themselves. Thus it is important, in dealing with the French, to recognize what is «implicit» in a situation. To put it in another way, a certain amount of empathy is necessary before entering into the subject. From the French point of view, nothing can be accomplished before a relationship is established.

«Variations on development», Jean-Pierre COLIN

Has the reflection on development experienced a major turn point in 2005 with the report of the Commission for Africa established by Tony Blair? The said commission seems to break with the practices of these last four decades, by making of African countries' endeavours in terms of right governance the prime condition of development, help from Northern countries (in the shape of subventions) aiming thus solely at assisting the policies enforced to attract investments and increase economic growth in order to stem the tide of poverty. The Blair report proposals may not be new, but the Commission stands out by its determination to make sure that they should be enforced. Nevertheless, this «new» reasoning around development suffers

from the absence of a political perspective, while the necessity of reasoning and taking into account all the aspects of development is clearly being felt.

«Reflections on the audiovisual covering of the French referendum with regard to the ratification of the European constitutional Treaty», Eric DACHEUX

There was a high turnout in the referendum held in France. This paper intends to define the role played by radio and television to account for such a turnout. Our research will be developed following three main axes : the strategies which have been implemented by political actors since the referendum on the Maastricht treaty took place will account for such extensive debates ; the importance of radio and television as far as information is gathered and then has to be seriously qualified to be broadcast will be closely studied ; it will be shown that the bias displayed by radio and television can be considered as a more general occurrence, typical of all type of media, including communication through the Internet.

«From non-proliferation to counter-proliferation. From a recomposed past to a future perfect», Paul DAHAN

In its fight against the proliferation of weapons of mass destruction and their means of delivery, the international community has elaborated two sets of tools. The first category follows the all-encompassing logic of universality : multilateral disarmament and non-proliferation instruments. The second family of tools functions as a members-only club suppliers' or export control groups. The numerous proliferation crises (North Korea, Iran...) of the past ten years are part of a global strategic context that has been marked by the stamp of international distrust. These tools have illustrated the limits of the traditional approach. They have led the international community to favour, from now on, a more result oriented method. It consists in the implementation of corrective mechanisms, which combine both cooperation and coercion. We have thus evolved from non-proliferation to counter-proliferation, from a composed past to a future perfect.

«Does political Europe still has a future?», Renaud DEHOUSSE

One cannot presume of History's judgement on the failure of the European Constitution. If the voters' verdict does show their important perplexity concerning the present and the future of the European Constitution, the need for an original re-launch of integration is also consequent. Thus, it is possible that the current crisis be a boon for the construction of a political Europe. Yet, the door is narrow, given the citizens' concerns, and the government's diverse reservations. Each and every one must be conscious that this *statu quo* cannot last.

«The transformation of the Russian defence system», Stéphane DELORY

Russian military forces, as well as the military-industrial complex, have been facing deep changes for the last fifteen years. The destructive spiral that begun during the nineties is now replaced by an in-depth reorganisation of the missions attributed to armed forces and to the industrial tools that must assist them. Yet, it is still difficult to determine the depth of this evolution : the contradictory constraints that bind Russia (the multiplication of asymmetrical conflicts, the erosion of strategic positions, the

cutbacks on the dissuasive nuclear potential, *etc.*), the weakness of their financial resources, their dependence towards access to prime materials in Central Asia, domestic fights for power, or the resistances of the military-industrial field, are so much elements that restrict the range of the reforms undertaken by the Kremlin these past few years. Indeed, the aggressive posture that Russian military and political decision-makers seem to adopt is, first and foremost, the sign of the implicit acknowledgement of an established weakness. Nevertheless, this jolt of pride shows a will to restore the country's position in its regional environment, even if it implies using local conflicts and adopting a dissuasive rhetoric reminding one of Cold War postures rather than the new world order.

«The ESDP after the rejection of the European constitutional Treaty : possible futures. Of operational flexibility around a weakened common ground», André DUMOULIN

The crisis around the constitutional Treaty spared the European security and Defence Policy. The European Council is going to recover, nevertheless, some progress of the ESDP that had been introduced directly in this document, with a highly symbolic value. Beyond a pragmatic visibility of the EU concerning military-civilian missions, the ESDP could be sustained as much as weakened by new organic configurations imposed by the European institutional events : *ad hoc* cooperation structure, hard cores, thematic circles, union in the union. All these configurations made the reading of a «borderless» European Union more complex.

«Genesis and decline of 'Roman spirit'», Julian FERNANDEZ

How can one appreciate now the institutionalization of international criminal justice? Seven years after Rome, the original ideals seem in great peril. The International Criminal Court attempts to survive in an awkward position, far from the 'spirit' of its Constitutional Treaty. Resolution 1 593 on the situation of Darfur has confirmed the startling discrepancy between idealism and realism concerning the existence of a permanent criminal institution in contemporary international society.

«International speculation and financial regulation», Jacques FONTANEL and Fanny COULOMB

World economy is characterised by the increasing power of financial globalisation, which, according to the liberal theory, must allow for a better allocation of the capital in global economy. Emerging financial markets are developing rapidly. Nevertheless, disquieting clouds at the horizon foreshadow important potential financial crises. Analysing financial globalisation leads to the conclusion that its scope still remains small. Yet, the perils it entails cannot be overlooked; this leads analysts to propose important reforms of the current financial and currency system in order to remedy its faults.

«The failure of the European Constitution in France», Jean-Claude GAUTRON

The European integration is undergoing a crisis. The failure of the constitutional treaty unveils the systemic and economic difficulties of community building since the

fall of the Soviet bloc. Going over the French campaign seems like a necessary step to perceive where the Constitution aborted. One must nevertheless keep in mind that failure is formative, and that it is a classical part of the integration process. If Europe moves on from its difficult present, it might gain from this failure.

«It's getting red. Socio-political crises and renewal of revolutionary maoism in the Indian subcontinent», Laurent GAYER

In South Asia, the rise of revolutionary Maoist organisations was sustained by the Chinese Cultural Revolution and by subsequent realignments of Indian communists. These revolutionary organisations have survived the great Chinese leap towards capitalism, the end of the Cold War and the eradication of pre-eminent Maoist guerrillas, such as the Peruvian Shining Path. Yet, the resilience of Maoism in South Asia can hardly be said to be an anachronism. Even if the rhetoric of these organisations may seem outdated, they retain some popular support among the most underprivileged sections of the peasantry, who see the «lords of the bushes» as their only protection against the excesses of the castes and the neglect of the political elite. In their fiefdoms of Central and Eastern India, the Naxalites try to cope in their own way with the major challenge presently faced by the Indian polity : transforming a formal democracy into a substantial one, with a strong social component. In Nepal, the issue at stake is not so much to substantiate the democratic project but to initiate it, after the authoritarian drift of King Gyanendra brutally put an end to a decade of political liberalisation. At a more structural level, the *maobadis* have met with success in the plains of Terai and the hills of Western and Eastern Nepal because they were the first to address the structural inequalities of the kingdoms, whether between cities and rural areas, low castes and high castes, tribal and non tribal communities, Hindus and Buddhists...

«Privatising foreign policy in Southern Asia. Analysing 'cricket diplomacy' between India and Pakistan», Laurent GAYER

Since their independence, cricket has become a pillar of Indian and Pakistani identities and cricket matches between the two national teams have been compared to «playful collective warfare», through which Indian and Pakistani societies swear their allegiance to their Nation-State while expressing their hostility towards the «other». Notwithstanding this manly but not so gentle reinvention of cricket by the two adversaries and their societies, the game has also become a bridge between them. The demilitarisation of Indo-Pakistani cricket started in the mid-1980s, after President Zia invited himself to a cricket match in Jaipur in order to defuse the tensions between the two neighbours, which had been fuelled by a recent and massive military exercise by Indian troops at the border of Pakistan. This «cricket diplomacy» entered the age of maturity ten years later, when the Prime minister Nawaz Sharif sent the Pakistani team to India with an explicit diplomatic mission : preparing the ground for a rapprochement between India and Pakistan, which was to take place after the meeting of the Pakistani PM and his Indian counterpart in Lahore. «Cricket diplomacy» became even more articulate in 2004 and 2005, which saw two highly successful reciprocal visits of the Indian and Pakistani teams.

«French-Israeli relations from 2002 to 2005. Between passion and reason», Habib GHERARI

By making a parallel with the events that punctuated the conflict in the Middle East since 2002, the author gives us his vision of the evolution of bilateral relations between France and Israel. Between 2002 and 2004, French-Israeli relations have considerably worsened. Of course, differences between the two countries are much older, but the end of the Oslo Process, Ariel Sharon's rise to power, the second Intifada, and Yasser Arafat's demotion have all contributed to degrade relations between the two countries a little more. Nevertheless, after the Gaza retreat, and because dialogue was maintained, notably thanks to the dynamism of economic, cultural and scientific links, a lighter horizon can be visible at the end of 2005 between the two countries, yet one cannot predict if it will last.

«The UN's fate confronted to States' choices. Stakes and power relationships around its reform», Catherine de GINESTEL

What is at stake in the reform process officially launched last September at the United Nations is the end of the Member States' interventions in its administration. Those practices have been very much the reason behind the malfunctioning that has exposed the Organization to criticism. Sceptics think the outcome impossible. Yet the situation stemming from the recent anti-UN media campaign and the remarkable emergence of a newly-united European pole confronting American radicalism create a changing environment, leaving a chance for the unlikely.

«The seventh review conference of the parties to the Treaty of non-proliferation of nuclear weapons. A step in a regime crisis?», Etienne de GONNEVILLE

The Treaty of non-proliferation of nuclear weapons (NPT) may remain an uncontested instrument of collective security organisation, yet it is currently undergoing a difficult time. The oppositions it was met with during the 2005 Review Conference illustrate this trend. Indeed, the latter closed on May 27th, 2005, after a month of unproductive works, on a final document that did not provide any solution to the questions it was supposed to answer. The Treaty «review» did take place, and one of the highlights of the Conference was the redefinition of the roles of the different member states, and the commitment of the international community to the Treaty was reasserted. Yet, it must be said that the Conference underlined very real weak points. Thus, Western countries, while they continue managing current and future crises, will have to intensify their efforts in order to explain their non-proliferation policies.

«Slovenia, caught between the Alps and the Balkans», Laurent HASSID

With two million inhabitants and a territory as big as three French departments, Slovenia appears to be a crossroads between Central Europe and Balkan Europe, the developed Europe and the one that is not, the democratic Europe and the one who wishes to be. Since its independence in June 1991, this small state has significantly got closer to political and economical European standards, so much so that, when it joined

the EU, it displayed achievements much superior to the other countries from the communist block. This is a logical outcome: Slovenia is linked with an Alpine geographical unity, it has a history of domination by Austria and Italy, and the Slovenes have had few relationships with the other peoples from the Yugoslav Federation before 1918. As it is opening to Europe, Slovenia experiences a weakening of its political climate, particularly owing to ethnic issues, the citizens coming from the other Yugoslav Republics now make up 16% of the whole population and are the subject of negative representations conveyed and orchestrated by key political parties. Hence the debate between an Alpine and/or Balkan Slovenia.

«The European Union and the fight against terrorism in the Transatlantic prism», Jolyon HOWORTH

Since September 11th, 2001, the European Union is exposed to Islamic terrorism as much as the United States. The attacks in Madrid and London have demonstrated the vulnerability of Western societies faced with this threat. Contrary to the United States, who applies a strategy of immediate reaction and reply, the European Union's action is essentially oriented towards dialogue and long-term international negotiation, with the aim of dealing with the deep causes of terrorism. Nevertheless, this approach remains essentially rhetorical and there are still many structural, institutional and legal difficulties in this matter.

«G8 Global Partnership. More cooperation for more security?», Sébastien JAUNET

Initiated in June 2002 in Kananaskis, the G8 Global Partnership aims at addressing non-proliferation, disarmament, counter-terrorism and nuclear safety issues, initially in Russia. This initiative is based upon ambitious financial commitments (up to \$20 billion over the next ten years) and intends to substitute partnership to mere assistance. Three years and a half after its launching, numerous projects have been implemented, especially in the two areas identified as priority concerns by Russia: the destruction of chemical weapons and the dismantlement of de-commissioned nuclear submarines. This phase has been extremely helpful in identifying the conditions for a successful implementation of these projects, from the legal, technical and political points of view. However an overall assessment of the contribution of this initiative to our international security objectives proves necessary to consolidate these achievements. The relevance of applying this initiative to other areas in the world or to other challenges will very much depend on the results of this assessment.

«Do IMF, World Bank and WTO actions reduce domestic or international conflicts?», Mayeul KAUFFMANN

International economic organisations (IEO) such as the World Bank, the IMF and the WTO, insofar as they are pillars of global economy, may have contributed to reinforce security. Yet, in spite of their specialised mandate and its interpretation, and because of the Cold War context of their conception, they have excluded from their field of action weapon spending and arms trade, so that far from favouring disarmament, they have directly or indirectly financed the military spending of several countries, also since the end of the Cold War. Moreover, although they have framed

globalisation, the IEO have not taken into account neither the power relations nor the social aspect of economic policies (notably those of structural adjustment), in spite of the fact that they may heighten tensions.

**«The World Summit on the information society. A critical approach»,
Alain KIYINDOU and Jean-Louis FULLSACK**

Even after the Tunis World Summit on the Information Society, there still is an issue about how to implement an inclusive information society, which serves mankind and takes into account cultural diversities. One cannot deny that the information society raises vast social, economical and political issues. We may describe the information society as a space of freedom and democracy, though it is obvious that the ICT are new ways of exercising control and dominion... The question of governance and the keeping of ICANN are some examples. Therefore, we expected Tunis to bring practical answers to a variety of questions, as well as to find a way of implementing the Geneva action plan. Unfortunately, Tunis has not satisfied all expectations.

«The travails of union. The American experience and its implications for Europe», Charles A. KUPCHAN

The history of the United States' eventful shaping and progressive ascent to power offers a reassuring comparison to the analysis of Europe's current evolution. The Old Continent seems to be undergoing today a split as decisive as the XIXth century was for North America. Europe's capacity to impose itself as a major actor on the global scene seems certain now. It is thus urgent to redefine the Atlantic relationship.

«European Union and the rule of law in the Balkans. Instruments and means of action», Guy LE BORGNE

Establishing instruments for preventive measures and crisis management has, since 2003, allowed the European Union to make a major step forward in crisis resolution. The first operations under the aegis of ESDP question the relevance of the EU instruments and means of action: can one guarantee the coherence and the effectiveness of a crisis management situation using adequate instruments with regard to the concept of global crisis management? Lessons learned from the first ESDP operations are valuable for this reason. In the field of strengthening local capacities for the establishment of the rule of law, international community action during the last 10 years in Bosnia and Herzegovina is a useful experimental study.

«International governance of the environment. A French initiative», Philippe LE PRESTRE

France's contribution to the ongoing dialogue on international environmental governance was to launch a diplomatic initiative in 2003 in favour of transforming UNEP into a UN specialised agency with an expanded mandate and larger resources. These discussions were concluded eighteen months later. They have involved twenty-six countries, and they have helped to outline the contours of a possible reform, to widen the diplomatic coalition at play, and to maintain this issue on the international agenda, while enabling French officials to claim a leadership role and to deepen their

understanding of the issues. But the various uncertainties regarding the nature of the problem and the costs and benefits of the proposed solution, the dominance of the Millennium Development Goals and the opposition of the United States and of the G77 contribute to leave such discussions on the periphery of the diplomatic agenda. Unless the European Union is willing to take up the challenge actively, the future of such a dialogue remains cloudy, as long as the fears associated with the adoption of a centralized model of environmental governance remain.

«Towards the enlarging of the Panamá canal? Economic and strategic challenges», Olivia de MALEVILLE

Ninety one years after its creation and six years after its complete and definitive handover, the Panama Canal plays nowadays a central role in the country's economy. With the development of global maritime trade, the waterway is a key transit point for the rising exchanges between North East Asia and the East Coast of the United States, as well as for intercontinental trade. The Canal is now running at full capacity, and is expected to reach saturation by 2014; unless enlarged, it will be relegated to trade within certain regional markets. The country's economy, the map of transoceanic maritime trade, and above all, the canal's future strategic role, all depend on the referendum on the waterway's expansion.

«The Bush Administration and the Middle East peace process», Robert MALLEY

In this article, the author gives us a comparison of the strategies adopted by the American Presidents Clinton and Bush in the Middle East. For the Clinton Administration, the road to Baghdad went through Jerusalem : thus, the President has devoted all his energy to try and find a solution to the Israeli-Palestinian conflict and has been quite tolerant with authoritarian Arab regimes. Initially uninterested in the region, the Bush Administration, after September 11th, 2001, has launched a vast transformation policy of the Middle East with a neo-conservative inspiration : it considers the change of regime in Iraq, and a greater severity towards authoritarian countries, as a preliminary condition to the extension of democracy and peace in the Middle East. As a conclusion, Robert Malley gives a rather critical account of President Bush's policy.

«Journalism's quest for values in the United States», Jean-Paul MARTHOZ

The «crisis of consciousness» of the American press has deepened during 2005, with the «Judith Miller» case, named after the journalist of the *New York Times* imprisoned for a few months after she refused to reveal her sources in the «Plame» affair (Valerie Plame, CIA agent, wife of an ambassador hostile to the Bush Administration). The American press, already criticised for its official submission during the Iraq war, it took the American press a long time to investigate the accusations of torture in American jails in Iraq and Afghanistan. Faced with these shortcomings, journalists have been organising themselves for the past few years, against infotainment and widespread conformism to defend excellence and public interest. The movement for a media reform, which had been confined until now in «radical» circles, is leaving behind

its marginality and is joining those belonging to the profession who are worried about the media's evolution and its impact on democratic life.

«The future of the France-Press Agency is questioned again», Michel MATHIEN

The «surprise» resigning of its CEO underlines again the Agence France-Press (AFP)'s difficulties in a more-than-ever competitive environment. Several recent crises have revealed its economic difficulties, topped with problems of strategy, means, structures, client relations – mainly media – and status, while the question of political consensus of the very existence of the Agency has reappeared.

«For a geopolitics of diasporas», Gaïdz MINASSIAN

From the terrorist attacks of September 11, 2001, to those of London in July 2005, through the end of the IRA's armed resistance or the UN Resolutions against Syria in 2005, the role of international diasporas can hardly be exaggerated, to the point where some international observers question the extent of their influence on decision-making processes and their strategic commitment in the international system. As the result of a unique report across time and space, the Diaspora as a concept has become a phenomenon one cannot omit in international relation theories, in that it shifts the order of traditional schools of thought, while encouraging us to think of the world differently in this day and age of increasing globalization. The emergence of «*global tribes*» is the result of humanity's more or less catastrophic digressions, which by definition stands above and beyond the state level. These groups are composed of myriad networks and transnational actors working outside a state's regular political order. Whether from above or from below, «global diasporas» – as blurry structures whose actors engage in discretionary legal actions (lobbying groups, NGOs) or in outright illegal schemes (mafias, terrorism) – have led States to move beyond their plain and centuries-old political dynamic so as to adapt to the new architecture of international relations.

«The UN reform : obsessive and impossible», Philippe MOREAU DEFARGES

Kofi Annan, aspiring to enter history as a great UN Secretary-general, has initiated an umpteenth reforming process in the UN through a grouping of wise men. This Group of high level personalities has produced a very intelligent report : instead of putting the whole system upside down, this report avoids the basic obstacles to any reform. For instance, the member States being not ready to give up their sovereign right to wage war, the report has proposed to set up criteria defining a just use of military force under the scrutiny of the Security Council. Anyhow, the reforming process is falling apart : the UN financial scandals have discredited Kofi Annan as an honest and efficient manager; the US, without the backing of which any reform stays impossible, does not want an independent and strong UN; the Third World claims a more important place in the UN mechanisms, but shows many divisions, the biggest States of the Third World quarrelling for the permanent seats in the Security Council; at last, sovereign States, and first the great powers, are not ready to bind their right to use force to an international permission.

«The ‘special’ Franco-German relationship : impending divorce?», Chrystelle NOURRY

Between May and October 2005, the bilateral cooperation held between France and Germany encountered doubt and uncertainty. In such circumstances, the «special» Franco-German relationship nowadays seeks self-assurance and conviction. In comparison with past years, and in the light of recent events, to what extent is there still a Franco-German «engine» in Europe? This article aims at re-examining outcomes and directions instigated during the 1995-2005 decade by the Franco-German cooperation. As our purpose is to determine the current bilateral role in the European Union, our study sums up the era that brought Jacques Chirac and Gerhard Schröder together at the head of State. At the beginning of 2006, Franco-German cooperation looks though as if its values, objectives and influence have weakened. On the other hand, key contributions and important political directions have emerged and strengthened from 1995 to 2005. The «special» Franco-German relationship is, for the time being, surrounded with a blurred environment, whether it relates to bilateral or European situations. Both unknown conditions provoke questions regarding the Franco-German ability to be a leading force at the heart of Europe.

«The use of force in the UN peacekeeping operations. Legal foundations, political and military organisation», Alexandra NOVOSSELOFF and Patrice SARTRE

The question of the use of force is, for the United Nations, and especially its Security Council, a recurring, complex and taboo issue. The instruments related to the use of force (Military Staff Committee, Special agreements) contemplated by the UN Charter could not be implemented. The issue of the use of force thus evolved in a different direction with the creation of a new tool of peace-keeping operations in the 1950s. This mechanism, which was not written in the Charter, is nevertheless set within its spirit. Its essence stems from the control of the use of force when the armed force is used at the very last resort in order to create the conditions enabling the continuation of the mission. This mechanism implied a specific organization at the political and military levels, between the UN headquarters in New York and those on the field. Such organization evolved throughout the years, the successes, the failures, but has, since the publication of the Brahimi Report, been professionalized.

«The Russian-Chechen conflict, an echo of the ‘clash of civilizations’?», Jérôme PASINETTI

More than ten years of war between Chechnya and the Federation of Russia have deeply distorted the nature of the conflict. Following the disintegration of the USSR, the first war belongs to the standard field of struggles for independence. Relevant insurgency tactics before the decomposing Russian army and a political and media strategy led to a Chechen temporary victory. Between the two wars, the Chechen society suffers from a deep social and economic crisis, allowing the irruption of radical Islamic groups. These so-called «Wahhabits» rebelled against the established authority and the pre-eminence of the traditional Sufi brotherhoods. A paradoxical conjunction of goals between these groups, who want to impose the Islamic rule on North-Caucasus and the Kremlin – which seeks to re-found the Russian identity and to protect the

interests of the new *nomenklatura* – revives the hostilities. Successes of the Russian counterinsurgency tactics, a strict control of information and divisions among Chechen rebels have led to a partial Russian victory and the *Chechenization* of the conflict (the devolution of power to local authorities). The 9/11 and its results have allowed Moscow to impose gradually its own geopolitical representation of this conflict, which would be one of the consequences of the transnational Islamic terrorism. The political and personal despair is driving many young Chechens to integrate this idea, leading to the outburst of dreadful suicide operations and to the contagion of the neighbouring republics. Forgetting its political goals of independence, is this conflict becoming an echo of the self-fulfilling prophecy of «*clash of civilizations*»?

«John-Paul II, a Pope at the heart of history. 1978-2005», Jean-Bernard RAIMOND

This article is not a biography; it introduces the political John-Paul II, John-Paul II as a pope at the heart of history. He manifested a global presence in international relations during the twenty-six years of his pontificate: he contributed to the end of the Cold War, as he was the first Slavic pope in history, he mastered the «theology of liberation» by freeing it from the threat of Leninist-Marxist manipulation, his action, converging with that of Mikhaïl Gorbatchev, resulted in the fall of the Berlin Wall on November 9th, 1989... His pontifical strategy rested on freedom, truth, and the respect of human rights. Add to this a modern conception of peacekeeping, based on interreligious dialogue and intervention, in case of international crisis, under the aegis of the United Nations (Afghanistan, Kosovo). It is also proper to mention the unfinished pursuit of ecumenism, because of the opposition of Russian Orthodoxy, a positive inter-religious dialogue, beginning with the establishment of diplomatic relations between the Holy Seat and Israel. John-Paul II was especially remarkable in his attitude towards Islam (a visit to Morocco in 1985, unprecedented by any Pope; a trip to Kazakhstan, a few days after the attacks of September 11th in New York); the pope, in his Russian homilies, distinguished lucidly the terrorism of hate under a religious cover and the authentic and generous Islam. The shadow of the late John-Paul II will long remain over his successors.

«Chinese diplomacy faced with the second North-Korean nuclear crisis», Philomène ROBIN

One of the most interesting aspects of the second North Korean nuclear crisis is the crucial role played by China in circumscribing the crisis through negotiation: Beijing succeeded in implementing the six-party talks, the very first security dialogue involving Northeast Asia countries. This crisis management mechanism has not yet succeeded to totally defuse the crisis. Nevertheless, the range of Chinese initiatives since the crisis broke out sharply contrasts with its behind-the-door role throughout the first crisis (1993-1994). Several factors have influenced Chinese diplomacy's move towards a more active stance: the evolutions of the regional stage have stressed the need for a prompt settlement and increased its challenges; China's economic growth has granted it with greater leverage on world affairs. However, it could prove essential to replace Chinese new role in the broader context of a foreign policy global readjustment launched by the end of the 1970's.

«The second nuclear Indian age. The range and the limits of the nuclear diplomacy of a pivotal power», Baskar ROSAZ

The concept of pivotal power defined by Henry Kissinger in his work *Diplomacy*, designating the British policy of strategic balance on the European continent in the XIXth century, is useful to grasp the acts of powers (India, China, United States) in Southern Asia. Whereas this region had been characterized since 1947 by the pivotal role of both the United States and India, only the latter has maintained this policy on the diplomatic level, since the 1998 nuclear tests, benefiting from the low-key antagonism between the Americans and the Chinese. The Indian-American Agreement on July 18th, 2005, indicates that this pivotal policy is also expressed in the strategic field, before a backdrop of gas and nuclear (civil) competition between India and China. Until now, Delhi has attempted to maximise its power without committing too much on the military level with the United States; the 18th of July Agreement breeds new unpredicted constraints.

«NATO and the EU. Partnership or competition?», Gilles ROUBY

The European Union and NATO can seem today to be competitors in the military and security aspects of European cooperation. The European Union has notably evolved in this direction since 1990 with the development of ESDP. Yet, the very natures of these two organisations diverge, NATO being a military organisation, while the European Union is of a more political nature. This has not prevented the two institutions from cooperating in a process that, among more pessimist hypotheses, might notably result in the near future in the constitution of a European pillar within NATO.

«Chinese-Indian relations. Recent evolutions and upcoming trends», Isabelle SAINT-MÉZARD

India's open nuclearization in the spring of 1998 seems to have, paradoxically, opened a new phase in the history of its chaotic relationship with China, by establishing the conditions for an accelerated rapprochement. Relations between the two great neighbors have indeed never been so cordial. However, a closer look at the issues that make the substance of contemporary bilateral links – i.e. the thrust at a political rapprochement, the border negotiations, the booming economic interactions, the military modernization drives, and the relationship to the US – reveals a contrasted state of affairs : while one can find some elements that are clearly positive and encouraging, there remains some serious stumbling-blocks that have to do with a stormy past as much as with the future ambitions of the two rising powers of the XXIst century.

«Globalisation and the State. De-nationalised participation», Saskia SASSEN

In spite of recent evolutions, the State remains the main actor of current international relations : more particularly, it is at the core of globalisation, since all new relations that derive from it are built from the frame of the State. One cannot affirm that the State undergoes the globalisation process unwillingly, yet the latter

transforms it and participates to a process of de-nationalisation of the State. This de-nationalisation is expressed by an increasing privatisation of certain State institutions, but also by an adaptation of sub-national entities to the more and more relevant framework of globalisation. Thus, the international scale is not the only one capable of analysing globalisation. The very authority founding the State is renovated in its very core, by this progressive integration of private components that have gained primary importance. With this de-nationalisation, the State is adjusting to this new international environment, more generally characterised by a new and multiple regulation of the worldwide context.

«The United States, Europe, and trade and agricultural international negotiations under G. W. Bush», Susan SECHLER and Joe GUINAN

Actors and observers of the international society's economic regulation must keep in mind that a trade negotiation always has a political quality and that, afterwards, neither international trade negotiators nor the WTO are powerful or representative enough to ensure certain success to the global trade cycle. The political impulse is decisive and the democratic process may well assist the consistence of everyone's positions. Yet, regarding the stakes of the Doha Cycle, Europe's and the United States' blockage around agriculture and the stasis of the Hong Kong conference show how minimal the chances are of seeing a brave liberalisation and a real development project.

«France's policy regarding conflicts in Africa. A wavering policy since 2002», Hewane SEREQUEBERHAN

France's African policy since 2002 intends to differ from the one led previously. Thus, the choice of a new commitment of France in Africa is made public : the point is to re-engage in French activism south of Sahara and to get involved, if necessary, in African conflicts. This article intends to analyse France's African policy since 2002 and to make a critical account of it. In order to achieve this, the challenges and stakes that the African policy was faced with in 2002, as well as the way it addressed them, are analysed. In the light of this analysis, future perspectives for France's African policy are considered in its security aspect, that is to say concerning the crises and conflicts that have been causing turmoil in the African continent since 2002.

«France and Turkey's candidacy to the European Union», Gérard SOULIER

The Turkish question has very largely been evoked during the French campaign for the May 29th, 2005 referendum in view of validating the draft European Constitution. In order to grasp the whole debate around the Turkish candidacy, the article first replaces France's official policy concerning Turkey in a historical perspective, then examines its recent evolution within the context of Turkey's potential membership in the European Union. This analysis highlights the fact that foreign policies and European policy are no longer a state matter only, but also a matter of opinion, a phenomenon that may provoke potentially unwieldy tensions.

**«The American occupation of Iraq. American and Iraqi perspectives»,
Mark TESSLER**

This article first reviews the evolving debate in the United States about the American invasion and occupation in Iraq. It reports that opposition to the country's involvement in Iraq is growing and that the American public, and to some extent American leaders, are increasingly divided about the conduct and consequences of the war. The article then presents findings from a large and representative public opinion survey carried out in Iraq in November and December 2004. It reports that opposition to the American occupation is intense among both Shi'a and Sunni Arab Iraqis; that most Iraqis are more concerned with forging and strengthening an Iraqi national identity than with protecting the identity and interests of their ethno-religious communities; and that opposition to the American presence in Iraq is most pronounced among Iraqis who attach greater importance to a national identity. The article concludes with a discussion of the transitions in both American and Iraqi politics that may occur during 2006.

**«Defence in Turkey. Between continuity, singularity, and unanimity»,
Levent ÜNSALDI**

The fall of the Berlin Wall and the birth of the post-communist era modify considerably the balance of power, the geopolitical maps, the interplay of strategic and economic alliances, the nature of threats, political options in terms of defence and security. Yet, the Turkish defence policy, although it has been re-visited and even re-focused, does not seem to have been inflexed, at least regarding its three permanent features: belonging to the Atlantic alliance; participating to European defence structures; and evaluating constantly potential threats, be they imminent or real. Thus, the Iraqi chaos, the fossilized Greek-Turkish dispute, as well as the Kurd question and its consequences on foreign relations, do not seem to predispose Ankara to re-examine its defence policy, which remains unchanged: to protect a country located in a regional environment defined as difficult, if not threatening.

INDEX DES NOMS PROPRES

A

ABBAS Mahmoud : 453, 454
Abbé Pierre : 107
ABIZAID John Philip : 85
ABOVILLE Benoît d' : 378
ABRAMS Elliot : 674
ABU ZAYD Karen : 916
ACTON Lord Emerich : 81
ADEKANYE J. 'Bayo : 889
ADENAUER Konrad : 134, 512
ADHIKARI Man Mohan : 779
Adrien VI : 95
ADVANI Lal Krishna : 295
AGLIETTA Michel : 862, 864, 867
AGNEW Spiro : 1002
AILLAGON Jean-Jacques : 421, 422
AKHMADOV Ilyas : 222
AKHTAR Shoaib : 288, 289
AKRAM Wasim : 294
AKSENTIJEVIČ Milan : 198
AL-ASSAD Bashar : 617
AL-ASSAD Hafez : 610, 616
AL GHAZALI : 56
AL JUNDI Muhammad : 1026
AL QARADAWI Youssouf : 1021
AL SADI Husayn Hanun : 1026
AL WALID Abou : 225
AL ZARQAOUI Abou Moussa : 225, 1013
AL ZAWAHIRI Ayman : 225, 1013
ALEMBERT d' : 388
ALLÉGRET Jean-Pierre : 887
ALTERMAN Eric : 1003
AMATO Giuliano : 480
AMIN Samir : 263

ANDERSON Benedict : 81
ANDRÉANI Gilles : 577
ANNAN Kofi : 64, 74, 595, 898, 899,
909, 910, 911, 913, 914, 919, 922,
923, 938, 939, 1033, 1036, 1039
AOUN Michel : 85
ARAFAT Yasser : 394, 443, 444, 445,
446, 447, 448, 449, 450, 452, 453,
609, 610, 613, 615, 620, 621, 906
ARAUD Gérard : 375
ARBATOV Alexei : 729
ARBOUR Louise : 910
ARISTOTE : 41
ARNAULT Bernard : 1057
ARSANOV Vakha : 222
ASHCROFT John : 674, 675
ASHDOWN Lord Paddy : 561, 567
ATAEV Muslim : 228
ATTALI Jacques : 88
AUBENAS Florence : 1010, 1016, 1017,
1018, 1019, 1021, 1023, 1024, 1025,
1026
AVIOUSTKII Viatcheslav : 221
AZIZ Tarek : 93

B

BABITSKI Andreï : 227
BADIANE Ousmane : 653
BADIE Bertrand : 763
BADINTER Robert : 484, 898
BAGDIKIAN Ben : 999
BAKER James : 673, 1052, 1054
BALDONI Enzo : 1010, 1013, 1014,
1017, 1020
BALIT Norbert : 420

- BALKENENDE Jan Peter : 488
 BARAEV Arbi : 222
 BARAK Ehud : 610
 BARNIER Michel : 430, 437, 448, 452,
 547, 549, 1021, 1022
 BARRÈS Maurice : 375
 BARROSO José Manuel : 530, 707
 BASSAEV Chamil : 220, 222, 223, 224,
 227, 228
 BAUDILLON Philippe : 421
 BAUER Gary : 663
 BAVEREZ Nicolas : 398
 BEAUGÉ Florence : 22
 BECCARIA Cesare : 61
 BECK Ulrich : 5, 7, 12
 BEGIN Menahem : 672
 BELLAY Jérôme : 421
 BELOT Claude : 1058
 BEN ALI Zine el-Abidine : 394
 BEN LADEN Oussama : 225, 1013
 Benoît XVI : 98, 101, 106
 BENTHAM Jeremy : 1050, 1051
 BENYAMIN Bernard : 420
 BERG Nicholas : 1014
 BERGMAN Howell : 998
 BERLUSCONI Silvio : 640
 BERROU Loïk : 420
 BERRUYER Franck : 1015
 BERTRAM Christoph : 368
 BETANCOURT Ingrid : 1025
 BEUVE-MÉRY Hubert : 1007
 BHABHA Homi : 250
 BHATTARAI Baburam : 774, 775, 776,
 780
 BIBÓ István : 184
 BIDEN Joseph : 279
 BIGLEY Kenneth : 1014, 1017
 BIR Cevik : 235
 BLACKWILL Robert : 270, 280
 BLAIR Jason : 996
 BLAIR Tony : 18, 21, 27, 32, 141, 144,
 426, 491, 492, 530, 590, 640, 905
 BLOMBERG S. Brock : 890
 BOBBIO Noberto : 7
 BOLTANSKI Christophe : 22, 1039
 BOLTON John : 803, 809, 812, 906, 915,
 921, 922
 BONAPARTE Napoléon : 388, 496
 BONESA Cesare : 61
 BONO Paul David Hewson, dit : 646
 BORCHGRAVE Arnaud de : 280
 BOUMEDIENE Houari : 30
 BOURGES Hervé : 421
 BOUTEFLIKA Abdelaziz : 30, 394
 BOUTROS GHALI Boutros : 755, 900,
 911, 912, 913, 914, 915, 919
 BOVÉ José : 484
 BOYNTON Robert : 1001
 BRAIBANT Guy : 548
 BRANDER James : 885
 BRANDT Willy : 95
 BRAUDEL Fernand : 221, 375
 BRAUMAN Rony : 124
 BRAUN Werner von : 802
 BRÉCHON Pierre : 379
 BREJNEV Leonid : 90
 BRETON Thierry : 1039
 BROCHAND Bernard : 417, 419
 BROKAW Tom : 998
 BUITENEN P. van : 489
 BURGOT Maryse : 1021, 1023
 BURRIN Philippe : 380
 BUSCH Marc L. : 955
 BUSH George H. : 8, 92, 125, 270, 585,
 664, 673
 BUSH George W. : 14, 15, 16, 226, 267,
 270, 276, 278, 309, 454, 576, 577,
 582, 587, 588, 595, 609, 610, 611,
 612, 614, 615, 616, 617, 619, 624,
 625, 626, 660, 664, 674, 675, 676,
 910, 921, 984, 989, 1010

C

CALAME Byron : 1003
 CAMARA Don Helder : 96
 CAMDESSUS Michel : 930
 CAMUS Albert : 95
 CAO Gangehuan : 300
 CAPRA Frank : 1002
 CAROLIS Patrick de : 416, 418, 420, 421, 422
 CARRÉ DE MALBERG Raymond : 10
 CARRINGTON Lord : 567
 CARROLL Rory : 1017, 1019, 1026
 CARTER Jimmy : 663, 664
 CASANOVA Jean-Claude : 469
 CASSIA Paul : 467
 CASTRO Fidel : 100
 CAVALIER Bertrand : 170
 CERIEIX Ivan : 1015
 CHALABI Ahmad : 1013
 Charles Quint : 495
 CHARPENTIER Jean : 741
 CHÁVEZ Hugo : 666
 CHENEY Richard : 625
 CHESNOT Christian : 1010, 1013, 1015, 1017, 1018, 1019, 1022, 1024, 1025, 1026, 1028
 CHESTERMAN Simon : 763
 CHEVÈNEMENT Jean-Pierre : 484
 CHIFFOT Frédéric : 1010
 CHIRAC Jacques : 144, 396, 417, 422, 424, 432, 442, 445, 446, 449, 450, 480, 483, 484, 511, 512, 513, 516, 517, 530, 547, 850, 851, 930, 936
 CHOMSKY Noam : 1005
 CHU Enlai : 298
 CHU Shulong : 324
 CHURCHILL Winston : 836
 CIZIK Richard : 669
 CLEMENCEAU Georges : 379
 Clément VII : 90, 103

CLINTON Bill : 69, 125, 265, 282, 308, 443, 609, 610, 615, 616, 673, 676, 918
 CLUZEL Jean-Paul : 421, 1016
 COASE Ronald : 946
 COHEN Raymond : 382
 COHEN Robin : 79, 88
 COHEN Stephen P. : 266
 CONSTANTIN François : 292
 CORDESMAN Anthony H. : 1012
 CORNOG Evan : 999
 COTTA Michèle : 421
 COUVE DE MURVILLE Maurice : 378
 CRAMER Chris : 422, 1028
 CROWLEY John : 765

D

DAHAL Pushpa Kamal : 774
 DAI Bingguo : 324, 325
 Dalai Lama : 303
 DARBY John Nelson : 670, 671
 DATTA Arko : 120
 DAYAN Daniel : 107
 DEBRAY Régis : 1046
 DEBRÉ Guillaume : 420
 DEBRÉ Jean-Louis : 404
 DÉBY Idriss : 430
 DECHERF Dominique : 369
 DECKER Armand de : 715
 DEHAENE Jean-Luc : 480
 DEHOUSSE Renaud : 553
 DEL PONTE Carla : 73, 494
 DELAY Tom : 675
 DELORS Jacques : 396, 484, 708
 DENG Xiaoping : 303, 318, 320, 1054
 DEUBA Sher Bahadur : 771
 DEWEY John : 659
 DHANAPALA Jayantha : 806
 Diana Lady : 114, 115, 116, 125
 DIDEROT Denis : 388

DION Jack : 131
 DIONNE E. J. : 1006
 DIOUF Abdou : 99
 DOBSON James : 663
 DOMENACH Jean-Luc : 1045
 DONNEDIEU DE VABRES Renaud : 418,
 420
 DONNELLY Thomas : 280
 DOUDAËV Gregory : 220
 DOUGLAS Michael : 125
 DOUSTE-BLAZY Philippe : 421, 714
 DOWNIE JR Leonard : 1008
 DREWERMANN Eugen : 107
 DRNOVŠEK Janez : 199
 DRUCKER Michel : 120
 DRUDGE Matt : 1001
 DUARTE Sergio : 793
 DUBEY Muchkund : 917
 DUFOIX Stéphane : 78, 79, 80, 83
 DUHAMEL Alain : 556
 DUPONT-AIGNAN Nicolas : 484
 DUROSELLE Jean-Baptiste : 497

E

EAGLEBURGER Lawrence : 673
 EBADI Shirin : 1036, 1039
 EDWARDS Jonathan : 661
 EICHENGREEN B. : 867
 ELIAS Norbert : 289
 ELKABBACH Jean-Pierre : 421
 ELTSINE Boris : 203, 218, 393
 EMMANUELLI Henri : 484
 ENGELS Friederich : 780
 ERDOGAN Recep Tayyip : 501
 ERRERA Gérard : 812
 ERRERA Philippe : 585, 586
 ETCHEGARAY Roger : 93, 98
 EVENO Bernard : 1055, 1056, 1057
 EYADEMA Faure Gnassingbé : 434

F

FABIUS Laurent : 470, 471, 483, 484
 FALWELL Jerry : 663, 664, 672
 FAURE Edgar : 214
 FAVIER Pierre : 1056
 FEITH Douglas : 674
 FERNANDES George : 300
 FINI Gian Franco : 1021
 FINKIELKRAUT Alain : 374
 FISCHER Joschka : 144, 145, 480
 FISCHER Stanley : 863
 FLEURY Lionel : 1059
 FLEUTIAUX Brice : 1024
 FOTTORINO Eric : 122
 FOUCAULT Jean-Pierre : 120
 FOUCAULT Michel : 1050, 1051
 FOUETILLOU Guilhem : 558
 FOX Tom : 1014
 FOXMAN Abraham H. : 917
 François I^{er} : 495
 FRANKEN Al : 1005
 FRÊCHES José : 420
 FREUD Sigmund : 510
 FREUND Julien : 147
 FRIEDMAN Thomas : 280
 FRIST Bill : 675

G

GAILLOT Jacques : 107
 GAJUREL C. P. : 774
 GALLAGHER Michael : 1037
 GANDHI Indira : 253
 GANDHI Mohandas Karamchand : 249,
 286
 GANDHI Rajiv : 298
 GANDHI Sonia : 287
 GARVER John : 271
 GATES Melinda : 646

GAULLE Charles de : 91, 137, 143, 366,
371, 378, 390, 392, 397, 426, 443,
444, 495, 498, 500, 506, 510, 512

GAYMARD Hervé : 484

GBAGBO Laurent : 66, 395, 431, 432

GELBARD Robert : 164

GELDOFF Bob : 125

GELLNER Ernest : 82

GEREMEK Bronislaw : 96

GERSON Michael : 675

GETLER Michael : 1003

GHITALLA Franck : 558

GIEREK Edward : 90

GILLERMAN Dan : 916

GISCARD D'ESTAING Valéry : 377, 390,
401, 479, 480, 501, 504, 512

GIUILY Eric : 1055

GLASER Antoine : 434

GOLDBERG Bernard : 1003

GOLDWATER Barry : 1005

GONG Pin-Mei : 98

GOODMAN Amy : 1005

GORBATCHEV Mikhaïl : 96, 98, 393

GORDON Bernard : 647

GOSSET Ulysse : 419

GOTOVINA Ante : 494

GOUNIN Yves : 79

Grace de Monaco : 114

GRAHAM Billy : 663, 672

GRAHAM Franklin : 663

Grégoire XVI : 105

GROSS David : 1037

GROSSER Alfred : 522

GUÉHENNO Jean-Marie : 748

GUENGANT Jean-Pierre : 122

GUETTA Bernard : 556

GUICHARDIN François : 90

GUZMAN Andrew : 946

Gyanendra : 308, 770, 771, 778, 781

H

HABERMAS Jürgen : 7, 153

HABYARIMANA Juvénal : 905

HADLEY Stephen : 674

HAGGARD Ted : 663

HALBERSTAM David : 1000

HALLSTEIN Walter : 506

HAMELIN Emmanuel : 421

HANSEN Peter : 916

HARIRI Rafik : 394, 454, 617, 620

HARRIS Jay : 998

HARRISON Benjamin : 634

HASSAN Margaret : 1014

HECKMAN James : 951

HECKSCHER Eli : 885

HEGEL Georg : 92

HEGRE Håvard : 890

HEISBOURG François : 836

HELD : 973

HELVÉTIUS Claude : 388

HÉNIN Nicolas : 1015

HERMAN Edward S. : 1005

HERMANN Luc : 1015

HERMET Guy : 763

HERSH Seymour : 1006

HERZOG Haïm : 452

HESS Gregory D. : 890

HITLER Adolf : 92, 95

HOBBS Thomas : 5, 1050, 1051

HOFFMANN Stanley : 369, 370, 371

HOLBROOKE Richard : 918, 921

HOLLANDE François : 483

HOLMES Kim : 918

HOLMES Stephen : 366

HOOP-SCHEFFER Jaap de : 809

HOROWITZ Michael : 670

HOUPOUËT-BOIGNY Félix : 26

HOWARD Michael : 577

HU Jintao : 99, 299, 300, 321

HUGHES Christopher : 1052
 HUGHES Karen : 577, 578
 HUNTINGTON Samuel : 366, 887
 HUSSEIN Saddam : 93, 389, 394, 397,
 614, 618, 624, 627, 628, 901, 905,
 999
 HUSSERL Edmund : 92, 97

I

IANDARBIEV Zelimkhan : 216
 IANOUKHOVITCH Victor : 212
 IGNATIEFF Michael : 763
 INGARDEN Roman : 92
 INHOFE James : 675
 IOUCHTCHENKO Victor : 206, 207, 212
 IVANOV Sergueï : 214, 726, 727, 732,
 734

J

JAMES Kay Coles : 675
 JANŠA Janez : 198, 199
 JARC Mihael : 200
 JARUZELSKI Wojciech : 96
 Jean de la Croix saint : 31
 Jean XXIII : 90, 92, 95
 Jean-Paul I^{er} : 103
 Jean-Paul II : 90, 91, 92, 93, 94, 95,
 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103,
 104, 106, 108, 109, 112, 113, 114,
 115, 117
 JELINČIČ Zmago : 200
 JENKINS Brian : 576
 JENKINS Jerry : 671
 JIANG Zemin : 315
 JOBERT Michel : 391
 JOFFRIN Laurent : 555
 JOHNSON Andrew : 1009
 JOHNSON Lyndon : 39
 JOLIOT-CURIE Frédéric et Irène : 250

JORDANOV Alexandre : 1015
 JOSPIN Lionel : 442, 453, 484, 513,
 1055
 JUDT Tony : 373
 JULIA Didier : 1017
 JULY Serge : 1019
 JUNCKER Jean-Claude : 489, 490

K

KADHAFI Muammar : 200
 KADYROV Akhmad-Khadji : 216
 KADYROV Ramzan : 227
 KAGAN Robert : 145, 147, 152
 KAISER Robert G. : 1008
 KAKODHKAR Anil : 278
 KALAM Abdul : 250
 KANT Emmanuel : 5, 6, 8, 57
 KANTOROWICZ Ernst : 471
 KAPLAN Robert D. : 366
 KARADZIC Radovan : 572
 KARZAI Hamid : 258
 KATSAV Moshé : 452
 KATZ Elihu : 107
 KAUFFMANN Jean-Paul : 1020, 1024
 KAUSHIK Devendra : 263
 KAY Danny : 125
 KEMAL Mustafa : 496, 497
 KEMBER Norman : 1014
 KENNAN George F. : 385
 KEOHANE Daniel : 583
 KEPEL Gilles : 1013
 KERT Christian : 419
 KEYNES J. M. : 860, 886
 KHAN Shaharyar : 288, 291, 841
 KHAN Abdul Qadir : 288, 788
 KHATAMI Muhammad : 129, 260
 KHATTAB : 223, 225
 KHOMEYNI Ruhollah : 1012
 KIESINGER Kurt : 524

KILLEN Edgar Ray : 1006
 KIM Jong-II : 325
 KINDLEBERGER Charles : 887
 KIRSH Philip : 61
 KISSINGER Henry : 64, 264, 273, 274,
 368, 383, 673, 1020
 KLEIN Naomi : 1005
 KOHL Helmut : 135, 512, 513, 930
 KOTKIN Joel : 84
 KOUTCHMA Leonid : 205, 206
 KOVACH Bill : 1007
 KRIVIC Matevž : 198
 KRUGMAN Paul : 862, 885, 1006
 KUČAN Milan : 195, 199
 KURON Jacek : 96
 KUROYEDOV Vladimir : 731
 KUX Dennis : 280
 KUZNETS Simon S. : 890
 KWAZNIEWSKI Alexander : 141, 640

L

LACOSTE Yves : 77
 LAGARDÈRE Arnaud : 1057
 LAHAYE Tim : 671
 LAHOUD Emile : 85
 LAÏDI Ali : 128
 LAÏDI Zaki : 147, 152, 389
 LAMY Pascal : 142, 366, 653
 LAND Richard : 663, 667, 675
 LANG Jack : 18
 LANGELLIER Jean-Pierre : 490
 LARZILLIÈRE Pénélope : 224
 LAUTERPACHT Hersch : 65
 LAVAL Christian : 1051
 LE GARREC Jean-Jacques : 1021, 1024
 LE LAY Patrick : 416, 422
 LE PEN Jean-Marie : 442
 LECANUET Jean : 407
 LEDOGAR Stephen : 378

LEFEBVRE Mgr Marcel : 104, 107
 LÉNINE : 263
 LENOIR Noëlle : 809, 817
 LEPELTIER Serge : 935
 LERMONTOV Mikhaïl Iourievitch : 221
 LESSEPS Ferdinand de : 987
 LEVILLAIN Philippe : 105
 LEWINSKY Monica : 1000
 LEWIS Patricia : 792
 LI Peng : 300
 LI Zhaoxing : 324
 LIANG Guanglie : 306
 LIEBLING A. J. : 1002
 LIMBAUGH Rush : 1005
 LIND Michael : 673
 LINDSEY Hal : 671
 LOCKE John : 369
 LONEY James : 1014
 LORENZ Andreas : 1022
 LOUETTE Pierre : 1055, 1057
 LUGAR Richard : 279, 820
 LUSTIGER Jean-Marie : 101
 LUTHER Martin : 95

M

MABLY Gabriel Bonnet de : 388
 MACLUHAN Marshall : 76
 MADDALON Philippe : 463
 MADURA Roland : 1021
 MALBRUNOT Georges : 1010, 1013,
 1015, 1017, 1018, 1019, 1020, 1022,
 1023, 1024, 1025, 1026, 1028
 MANACH Jean-Marc : 420
 MANDELSON Peter : 651
 MANSOUR Cheikh : 224
 MAO Tse-Toung : 769
 MARCHIANI Jean-Charles : 1022
 MARKOWITZ Harry : 864
 MAROUKHIAN Hraïr : 84
 MARTIN Pierre : 468

- MASHKHADOV Aslan : 222, 224, 227, 229
 MASSING Michael : 1000
 MAURYA Chandragupta : 254
 MAZOWIECKI Tadeusz : 96
 MBEKI Thabo : 34, 436
 MCCHESENEY Robert : 1005
 MCKINLEY William : 634
 MEAD Walter Russell : 660
 Mehemet VI : 496
 MÉLANDRI Pierre : 371
 MÉLENCHON Jean-Luc : 484
 MELIK Anton : 191
 MELTZER Allan : 868
 MÉNARD Robert : 1018, 1039
 MENDEZ Juan : 74
 Mère Teresa : 115, 116
 MÉRILLON Georges : 121
 MERKEL Angela : 396
 MERLE Marcel : 742
 MERLIN Aude : 228
 MERMET Daniel : 556
 MEYER Eugene : 1008
 MEZHIDOV Abdul-Malik : 222
 MICHEL Louis : 594, 601, 602
 MILLER Judith : 996
 MILOSEVIC Slobodan : 66, 93
 MIRABEAU : 388
 MISHRA Brajesh : 266
 MITCHELL Jerry : 1006
 MITRANY David : 880
 MITTERRAND François : 135, 371, 393, 445, 468, 512, 514, 554
 MLADIC Ratko : 569, 572, 1010
 MOBUTU Joseph Désiré : 440
 MOHAMAD Mahatir : 450
 MOHAN C. Raja : 290
 MONNET Jean : 134, 521, 844
 MOORE Michael : 1003
 MORAN Paul : 1026
 MORAVCSIK Andrew : 530, 531
 MORGENTHAU Hans J. : 384
 MOSEY Roger : 1017, 1018
 MOUGEOTTE Etienne : 419
 MOYERS Bill : 1005, 1009
 MUGABE Robert : 440
 MUKHERJEE Pranab : 270, 274, 309
 MULFORD David C. : 270
 MUSHARRAF Pervez : 282, 283, 288, 289, 292
 MUSSOLINI Benito : 73, 194
 MYERS Richard : 578
- N
- NAHON Paul : 420
 NAMIAS Robert : 420
 NANDY Ashis : 289
 Napoléon : 496
 Napoléon III : 496
 NARAYANAN K. R. : 300
 NASSER Gamal Abdel : 259
 NEGROPONTE Nicholas : 1032, 1033
 NEHRU Jawaharlal : 249, 250, 254, 298
 NÉRAC Frédéric : 1015
 NETANYAHOU Benyamin : 452, 672
 NICHOLS John : 1005
 NIEBUHR Reinhold : 384
 NIETZSCHE Friedrich : 35
 NIKOLAÏEV Andreï : 730
 NIXON Richard : 672, 1002
 NORA Pierre : 380, 381
 NORIEGA Manuel Antonio : 984
 NUNN Sam : 820
 Nye Jr Joseph S. : 148, 385, 389
- O
- ÖCALAN Abdullah : 232
 OCAMPO Luis Moreno : 67, 73, 74
 OHLIN Bertil : 885

OLSON : 946

ONEAL John R. : 888

OSTHOFF Susanne : 1014

OWEN Lord David : 567

P

PAHOR Borut : 199

PALÉOLOGUE Maurice : 851

PANITCHPAKDI Supachai : 930

PANYARACHUN Anand : 898

PAOLI Jean-Pierre : 419

PARDO-MAUER Roger : 985

PARIS Roland : 763, 764

PASCAL Blaise : 375

PASCALLON Pierre : 427

PATAUDI M. A. K. : 291

Paul VI : 90, 91, 95, 96, 105, 669

PAWAR Sharad : 287

PEARL Daniel : 1012

PELLA Vespasien : 65

PÉRÈS Shimon : 452

PÉREZ DE CUÉLLAR Javier : 918

PERKOVICH George : 271

PETERLE Alojz : 195

PÉTRARQUE : 505

PETROSSIAN Ter : 84

Pie IX : 90

Pie XII : 98

PIGEAT Henri : 1059

PIVOT Bernard : 1021

PLAME Valérie : 997

PLATT Nicholas : 280

Pokhran I : 284

Pokhran II : 264, 266, 267

POLLARD Jonathan : 84

POLLIN J.-P. : 870, 871

POMPIDOU Georges : 500

PONCELET Christian : 404

PONCET Henri : 433

POOS Jacques : 136

PORTMAN Rob : 653, 659

POULIGNY Béatrice : 762, 764, 766

POUTINE Vladimir : 203, 214, 217, 222,
223, 226, 722, 727, 731, 732, 735

POUYÉ Raphaël : 763

POUZILHAC Alain de : 419

POWELL Colin : 127, 128, 206, 269,
270, 619, 673, 905, 918, 999

POWELL Michael : 999

PREŠEREN France : 193

PRIMAKOV Yevgueni : 263

Q

QUATTROCCHI Fabrizio : 1014, 1015,
1024

QUÉRÉ Louis : 558

R

RADEMAKER Stephen : 274

RAFFARIN Jean-Pierre : 416, 453, 1018

RAINES Howell : 996

Rainier de Monaco : 113, 114, 116

RANJITSINHJI Kumar Shri : 287

RATZINGER Joseph : 106, 112

RAWLS John : 1050

REAGAN Ronald : 69, 127, 672, 1004

REED Ralph : 663

REEVES Richard : 1009

RÉMOND René : 379, 521

REVEL Jacques : 376

RICARDO David : 884, 885

RICCHIARDI Sherry : 1001

RICE Condoleezza : 28, 75, 128, 309,
270, 577, 588, 619, 620

RICHARDSON Louise : 88

RICHARDSON Michael : 985

RICHELIEU : 378

ROBERTSON Pat : 663, 664, 672

ROBIN Gabriel : 142
 ROCARD Michel : 503, 505
 ROCCATI Anne-Line : 378
 ROCHEBLOINE François : 421
 ROOSEVELT Franklin : 371, 635
 ROP Anton : 199
 ROSEN Jay : 1006
 ROSENSTIEL Tom : 1007
 ROSENZWEIG Luc : 1025
 ROUSSEAU Jean-Jacques : 388
 ROUSSELIN Pierre : 1023
 ROVE Karl : 664
 RUGGIERO Renato : 930
 RUMSFELD Donald : 268, 270
 RUSSELL Bertrand : 65
 RUSSETT Bruce : 888

S

SABY Christophe : 107, 108
 SADULLAEV Abdul Khalim : 229
 SALAMÉ Ghassam : 611, 612
 SALDANA Quintiliano : 65
 SAMUELSON Paul A. : 885
 SÁNCHEZ Omayra : 121
 SANDERS Bernie : 1005
 SANDRETTO René : 887
 SANTAMARIA German : 122
 SANTORUM Rick : 675
 SAPIEHA Adam : 91
 SARKOZY Nicolas : 589
 SARTORI Anne : 951
 SARTRE Jean-Paul : 65
 SCHAEFFER Howard : 280
 SCHAEFFER Teresita C. : 280
 SCHELER Max : 91, 92
 SCHELL Jr Orville : 1008
 SCHIAVO Terri : 665
 SCHMID Samuel : 22, 1039
 SCHMIDT Helmut : 512

SCHMITT Carl : 535
 SCHRÖDER Gerhard : 140, 380, 511,
 512, 513, 516, 517
 SCHUMAN Robert : 134, 144, 521
 SEIB Philip : 1008
 SELDES George : 1002
 SEN Amartya : 656, 657, 882, 889
 SEURAT Michel : 1023
 SGRENA Giuliana : 1016, 1017, 1018,
 1019, 1021, 1025
 SHAMIR Yitzhak : 672
 SHARIF Nawaz : 290, 291, 294
 SHARMA Rekha : 776
 SHARON Ariel : 30, 112, 443, 449, 450,
 452, 453, 454, 455, 456, 457, 615,
 616, 620, 672, 916
 SHAW David : 1003
 SHEA Jamie : 207
 SHEFFER Gabriel : 82
 SHIHAB Sophie : 221
 SHIROKOV Glerii : 248
 SHUIBIAN Chen : 326
 SIMMONS Beth : 946
 SIMON Joel : 1008
 SIMPSON O. J. : 1000
 SIMŠIČ DANICA : 200
 SINCLAIR Upton : 1002
 SINGH Jaswant : 267, 300, 309
 SINGH K. Natwar : 276
 SINGH Manmohan : 257, 261, 268, 269,
 276, 284, 287, 299, 302, 304, 309,
 778
 SINGH Natwar : 778
 SMITH Adam : 860
 SMITH Mark : 802
 SMITH Stephen : 434
 SODANO Angelo : 100
 Sœur Emmanuelle : 107
 SOLANA Javier : 151, 155, 570, 581,
 601, 710
 Soliman le Magnifique : 495

SOLENNBERG Margareta : 756
 SOLOMON Norman : 1003
 SOODEN Harmeet Singh : 1014
 SOROS George : 1005
 SOUVIGNET José-Manuel : 1010
 SPAAK Paul-Henri : 545
 SPENDER Stephen : 76
 SPINOZA Baruch : 59
 STAËL Germaine de : 375
 STALINE Joseph : 95, 194, 387
 STEIN Edith : 92, 97
 STEPACHIN Sergueï : 731
 STERN Brigitte : 741
 STIGLITZ J.E. : 868
 STRANGE Susan : 867, 870, 872
 STRAW Jack : 491
 SULEIMAN Ezra : 369
 SUR Serge : 851
 SUTHERLAND Peter : 658

T

TALBOTT Strobe : 277, 278
 TANG Jiaxuan : 267, 300
 TATA J. R. D. : 250
 TATLA Darsha Singh : 86
 TAURAN Jean-Louis : 93
 TELLIS Ashley J. : 270, 277, 278, 280,
 281
 TENDULKAR Sachin : 288, 290
 TERTRAIS Bruno : 674
 TESSIER Marc : 416, 420
 THADDEN R. von : 380
 THAKUR Ramesh : 763
 TITO Josip Broz : 194, 195
 TOBIN James : 869
 TOCQUEVILLE Alexis de : 472
 TOLSTOÏ Léon : 225
 TÖPFER Klaus : 940
 TORRIJOS Martin : 989

TROMPENAARS Fons : 382
 TRUBAR Primož : 193
 TSCHIRGI Neclâ : 766
 TUROWICZ Jerzy : 96

U

UNDERWOOD Doug : 997

V

VAÏSSE Justin : 371
 VAJPAYEE Atal Behari : 256, 260, 267,
 268, 294, 295, 300, 301, 302, 303,
 308
 VALÉRY Paul : 504
 VAN GOGH Theo : 489
 VATTIMO Gianni : 50
 VAUZELLE Michel : 407
 VÉDRINE Hubert : 367, 372, 373, 492,
 504, 577
 VERHOFSTADT Guy : 530, 719
 VIJ N. C. : 306
 VILLEPIN Dominique de : 416, 418,
 420, 421, 422, 424, 429, 430, 452,
 492, 836, 918, 1044
 VILLIERS Philippe de : 484
 VOLCKER Paul : 914
 VOLODINE Andrey : 248
 VOLTAIRE : 388
 VRIES Gijs de : 579, 581, 584

W

WALLENSTEIN Peter : 756
 WALLIS Jim : 668
 WALLJASPER Jay : 1002
 WARREN Rick : 663, 669
 WEBER Max : 369, 902
 WEILL Claude : 485
 WEINBERGER Caspar : 385

WELCH Jack : 998
WELLES Orson : 1002
WEN Jiabao : 99, 299, 300, 301, 302,
303, 304, 305, 326
WESLEY John : 661
WHITE H. : 880
WHITEFIELD George : 661
WILSON Woodrow : 173, 371, 849
WOJTYLA Karol : 91, 92, 95, 96, 97,
101, 103, 106
WOLFOWITZ Paul : 674
WOODWARD Bob : 585
WYPLOSZ C. : 868

Y

YACINE Cheikh : 25

YANKELOVICH Daniel : 677
YASMI Hisila : 776
YOUNG Alasdair : 943, 962
YUDHOYONO Susilo Bambang : 129

Z

ZAKARIA Fareed : 633
ZAOURAR Hocine : 121
ZAPATERO José Luis : 481, 483
ZHAO Ziyang : 99
ZHU Rong-Ji : 255, 300
ZIA Tauqir : 288, 291
ZUBIERTO Alberto Aleman : 981
ZVILI Nissim : 451

INDEX THÉMATIQUE

A

AFP : 1055, 1056, 1057, 1058, 1059

Afrique : 18, 19, 21, 23, 28, 30, 32, 33, 34, 36, 251, 252, 260, 261, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 431, 434, 436, 437, 438, 439

agriculture : 646, 647, 648, 649, 650, 651, 654, 656, 657

aide au développement : 591, 594, 600, 602

Algérie : 24, 28, 29, 30, 31

Allemagne : 134, 135, 138, 139, 140, 141, 144, 145, 146, 511, 513, 516, 521, 522, 523, 524, 525

Alpes : 189, 190, 191, 202

Amérique latine : 981, 982, 983, 984, 986, 987, 990, 991

anti-américanisme : 366, 370, 371, 372, 373

antiterrorisme : 578, 588

Arabie saoudite : 612, 613, 617, 618, 621, 622

armées : 233, 238, 240, 241, 243, 245, 246, 682, 683, 684, 686, 690, 722, 727, 728, 730, 732, 733

armes de destruction massive : 836, 837, 838, 840, 841, 844, 845, 846, 847, 848

Asie : 249, 250, 251, 252, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 262, 874, 876, 877, 879

Asie du Nord-Est : 313, 317, 322, 327

Assemblée nationale : 400, 401, 402, 403, 404, 405, 407, 413

B

Balkans : 189, 190, 191, 192, 193, 197, 202

Banque mondiale : 863, 868, 869, 880, 881, 882, 883, 889, 891

Bosnie-Herzégovine : 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 169, 170, 171, 559, 560, 564, 567, 568, 572

C

canal de Panamá : 980, 981, 986, 987, 990

Caucase : 218, 220, 228

CFII : 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423

Chine : 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 263, 265, 267, 270, 271, 272, 273, 276, 279, 280, 282, 283, 284, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 774, 778, 779, 780, 982, 983, 986, 990, 1043, 1045, 1046, 1048, 1049, 1052, 1053, 1054

citoyenneté : 39, 40, 41, 43, 44, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57

commerce maritime : 981, 987, 989, 990

Commission européenne : 548

Conseil de l'Europe : 172, 174, 175, 177

consolidation de la paix : 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766

consommateurs : 942, 946, 951, 953, 956, 959
 Constitution européenne : 466, 470, 471, 472, 474, 476, 477, 479, 482, 486, 516, 517, 519, 530, 545, 546, 547, 548, 554, 707
 Corée du Nord : 313, 314, 315, 316, 317, 321, 322, 323, 324, 326, 327
 Corée du Sud : 313, 315, 316, 324, 325, 326
 Côte d'Ivoire : 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 439
 Cour pénale internationale : 59, 60, 61, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 76
 cricket : 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 294, 295, 296, 297
 crise financière : 859, 864, 867, 868, 871
 crise nucléaire : 313, 314, 319, 328
 culture politique française : 368, 380

D

Darfour : 59, 60, 74, 76, 122, 126, 128, 428, 430
 défense : 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 241, 243, 244, 246, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734
 démocratie : 23, 33, 34, 35, 36, 37
 dénucléarisation : 322
 désarmement : 786, 787, 789, 790, 792, 793, 794, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 820, 821, 824, 829, 830, 833, 834
 déséquilibres financiers : 873
 développement : 18, 19, 20, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38
 diasporas : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 89
 diplomatie : 127, 128, 129, 131, 285, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 446, 449, 450

diplomatie nucléaire : 266, 275, 277
 diplomatie parlementaire : 399, 414
 djihad : 217, 220, 224, 226, 230
 doctrine de sécurité : 722
 Doha : 645, 646, 647, 648, 649, 650, 652, 654, 655, 656, 657, 658, 659
 droit : 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 15, 16, 17
 droits de l'homme : 5, 7, 9, 11, 39, 40, 41, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 1031, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042

E

Egypte : 613, 617, 618, 621, 622
 élargissement : 499, 500, 501, 502, 504, 505, 508, 509
 environnement : 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 932, 936, 937, 938, 939, 940, 942, 953, 956, 959
 Etat : 965, 966, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979
 Etat de droit : 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17
 Etats-Unis : 39, 40, 48, 50, 55, 56, 63, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 135, 136, 139, 140, 141, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 154, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 212, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 280, 281, 282, 283, 284, 304, 305, 309, 310, 311, 313, 315, 316, 317, 323, 324, 325, 366, 369, 370, 371, 372, 373, 383, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 582, 583, 586, 587, 588, 609, 610, 611, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 627, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 666, 667, 668, 670, 671, 673, 674, 676, 723, 733, 735, 873, 874, 876, 877, 878, 879, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 918, 919,

920, 921, 980, 982, 983, 984, 985,
986, 987, 988, 989, 990, 991, 997,
999, 1001, 1002, 1004, 1030, 1036,
1037, 1039

EUFOR : 568, 569, 570, 571, 572, 573

Europe : 172, 173, 174, 175, 176, 177,
178, 179, 180, 181, 182, 183, 184,
185, 186, 187

Europe centrale et orientale : 175

F

FMI : 860, 863, 867, 868, 869, 880,
881, 882, 883, 887, 890

force : 4, 5, 8, 11, 12, 14, 15, 17

France : 135, 136, 137, 138, 139, 140,
141, 143, 144, 366, 368, 369, 370,
371, 372, 373, 374, 375, 376, 378,
379, 381, 383, 389, 390, 391, 392,
393, 394, 395, 396, 397, 398, 399,
401, 403, 404, 407, 413, 414, 424,
425, 426, 427, 428, 429, 430, 431,
432, 433, 434, 435, 436, 437, 438,
439, 440, 442, 444, 445, 446, 447,
448, 449, 450, 451, 452, 453, 454,
455, 456, 457, 469, 470, 471, 474,
475, 476, 481, 483, 484, 486, 487,
489, 490, 492, 493, 494, 495, 496,
497, 498, 499, 500, 506, 508, 509,
510, 511, 513, 514, 516, 521, 522,
523, 524, 525, 546, 549, 554, 584,
588, 589, 684, 686, 916, 917, 918,
919, 920, 929, 930, 931, 933, 934,
935, 936, 937, 940, 941

G

G8 : 820, 821, 823, 824, 830, 832, 833

gouvernance : 924, 925, 926, 927, 929,
930, 931, 937, 938, 939, 977, 979

Grèce : 232, 233, 237, 238, 241

guérilla : 768, 769, 772, 773, 774, 775,
776, 777, 780

H

humanitaire : 123, 124, 125, 126, 127,
130, 131, 132

I

identité nationale : 628, 629, 630

immigration : 87, 88

Inde : 248, 249, 250, 251, 252, 253,
254, 255, 256, 257, 258, 259, 260,
261, 262, 263, 264, 265, 266, 267,
268, 269, 270, 271, 272, 273, 274,
275, 276, 277, 278, 279, 280, 281,
282, 283, 284, 285, 286, 287, 288,
289, 291, 292, 294, 295, 296, 297,
298, 299, 300, 301, 302, 303, 304,
305, 306, 307, 308, 309, 310, 311,
312, 768, 769, 773, 774, 775, 778,
779, 780, 781

influence : 384, 385, 386, 387, 388, 389,
390, 391, 392, 394, 396, 397, 398

information : 996, 997, 998, 999, 1000,
1001, 1002, 1003, 1007, 1009, 1011,
1012, 1015, 1017, 1019, 1021, 1022,
1023, 1026, 1027, 1028

Internet : 1032, 1035, 1036, 1037,
1038, 1040, 1041, 1042, 1045, 1046,
1047, 1048, 1049, 1050, 1052, 1054

Iran : 269, 275, 276, 277, 283, 609,
612, 615, 617, 618, 619, 620, 621,
622

Iraq : 609, 612, 613, 614, 617, 618,
619, 620, 621, 622, 623, 624, 625,
626, 627, 628, 629, 630, 631, 1010,
1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016,
1017, 1018, 1020, 1025, 1026, 1027,
1028

Israël : 250, 251, 254, 259, 260, 261,
442, 443, 444, 445, 446, 447, 448,
449, 450, 451, 452, 453, 454, 455,
456, 457, 611, 916, 917

J

Japon : 313, 315, 316, 318, 322, 325, 982, 986, 990
journalisme : 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1015, 1019

L

légalité internationale : 8, 9
Liban : 620, 622
lobbying : 85, 86
Luxembourg : 481, 482, 488, 490

M

mafias : 78
Maghreb : 23, 24, 28, 30, 31
maintien de la paix : 740, 742, 743, 745, 746, 747, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 764, 767
maoïsme : 768, 780
Maroc : 24, 25, 28, 29, 30
médias : 102, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 128, 129, 131, 132, 417, 419, 420, 421, 546, 547, 551, 552, 553, 555, 556, 557, 558, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1015, 1016, 1017, 1019, 1020, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1055, 1058, 1059, 1113
médiatisation : 118, 119, 122, 124, 127, 129, 131, 132
minorités nationales : 172, 173, 174, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 186
missiles balistiques : 802, 804, 805, 806, 807, 808, 810, 811, 812, 814, 816, 817

mondialisation : 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978
monnaie : 873, 876, 879
Moyen-Orient : 609, 611, 614
MPUE : 155, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 568, 570, 571, 573
multinationalité : 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689

N

naxalites : 769, 770, 774, 776, 778, 779, 780, 781
Néo-conservateurs : 611, 612, 617, 618, 619, 620, 673, 674, 677
Népal : 769, 770, 771, 772, 773, 774, 778, 779, 781
non-prolifération : 821, 824, 826, 829, 830, 834

O

Occident : 184
OMC : 645, 646, 647, 648, 649, 650, 652, 653, 654, 655, 657, 880, 881, 882, 884, 887, 889, 890, 891, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 952, 953, 954, 955, 958, 959, 962
ONU : 32, 742, 743, 744, 745, 748, 749, 750, 752, 754, 756, 757, 758, 761, 767, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 924, 925, 926, 929, 931, 933, 934, 936, 937, 938, 940
Opération Althéa : 568
opinion publique : 623, 626
organisations économiques internationales : 880, 886, 893

otages : 1010, 1011, 1012, 1013, 1014,
1017, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023,
1025, 1026, 1027, 1028

OTAN : 203, 204, 205, 206, 207, 208,
209, 212, 214, 215, 231, 233, 234,
235, 236, 237, 238, 240, 242, 563,
566, 568, 569, 570, 574, 683, 684,
685, 687, 688, 689, 691, 692, 693,
694, 695, 697, 698, 699, 700, 701,
702, 703, 704, 705

P

paix : 5, 6, 7, 11, 15

paix sociale : 756, 764, 765, 767

Pakistan : 250, 251, 252, 253, 254, 255,
257, 258, 262, 272, 273, 277, 281,
282, 283, 284, 285, 287, 288, 289,
290, 291, 292, 294, 295, 296, 301,
302, 307, 308

Panamá : 980, 981, 982, 983, 984, 985,
988, 989, 990

pape : 90, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 100,
101, 102, 103, 104, 105, 107, 109,
113, 116

Parlement : 399, 400, 401, 402, 403,
404, 406, 407, 408, 409, 410, 412,
414, 415

Partenariat mondial : 820, 821, 823,
824, 826, 827, 829, 830, 831, 832,
833, 834

Pays-Bas : 481, 482, 488, 489, 490

PESD : 691, 692, 696, 697, 701, 703,
708, 709, 710, 711, 712, 713, 714,
715, 717, 718, 720, 721

PNUE : 924, 925, 926, 927, 929, 930,
931, 932, 933, 934, 935, 936, 937,
938, 939, 940

prolifération : 836, 837, 838, 840, 841,
842, 843, 844, 845, 846, 847, 849,
850, 851

Protestantisme évangélique : 666

puissance : 134, 135, 136, 137, 138,
139, 140, 141, 142, 143, 144, 145,

146, 147, 148, 149, 150, 153, 154,
384, 385, 386, 387, 388, 389, 390,
391, 392, 1103

R

réconciliation : 764, 765

relations transatlantiques : 641

religion : 107, 108, 110, 111, 112, 113,
116, 117, 660, 661, 662, 666, 676

Royaume-Uni : 140, 141, 143, 144,
578, 584

Russie : 203, 204, 206, 207, 208, 209,
210, 211, 212, 213, 214, 215, 216,
217, 220, 221, 225, 227, 229, 249,
251, 258, 259, 261, 262, 263, 313,
316, 322, 325, 722, 723, 724, 725,
726, 728, 734, 735

S

Sahara occidental : 28

sécurité : 880, 881, 883, 885, 887, 893

Sénat : 400, 401, 402, 403, 404, 405,
406, 407, 409, 413

Singapour : 983, 986, 990

Slovénie : 189, 190, 191, 192, 194, 195,
196, 197, 198, 200, 201, 202

société de l'information : 21, 1029,
1031, 1034, 1036, 1038, 1039, 1040,
1041, 1042, 1043, 1044, 1046, 1048,
1049, 1054

spéculation internationale : 859

sport : 285, 287, 289, 291, 296

Sud : 18, 19, 20, 22, 23, 31, 34, 35, 36,
37, 38, 916, 917, 922

Syrie : 609, 612, 613, 616, 617, 620,
622

T

Taiwan : 315, 318, 319, 326, 982, 983,
986, 990

Taxe Tobin : 869, 870
 Tchétchénie : 216, 218, 221, 223, 225,
 226, 227, 228, 229, 230
 télévision : 416, 417, 419, 422
 terrorisme : 78, 82, 87, 88, 220, 225,
 226, 227
 théorie : 7, 9
 TNP : 786, 787, 788, 789, 790, 791,
 793, 795, 796, 798, 799, 800, 801
 Togo : 430, 431, 435
 Traité de Maastricht : 546, 554
 tsunامي : 118, 119, 120, 121, 122, 123,
 125, 126, 128, 130, 131, 132
 Tunisie : 22, 23, 24, 29, 31
 Turquie : 231, 232, 233, 234, 235, 236,
 237, 238, 241, 243, 245, 246, 493,
 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500,
 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507,
 508, 510, 1117

U

Ukraine : 203, 204, 205, 206, 207, 208,
 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215
 Union africaine : 20, 33

Union de l'Europe occidentale : 714
 Union européenne : 137, 138, 141, 149,
 151, 153, 155, 156, 157, 158, 160,
 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168,
 169, 170, 171, 203, 208, 209, 210,
 428, 438, 462, 466, 468, 469, 470,
 471, 472, 473, 474, 477, 482, 490,
 493, 497, 498, 499, 500, 503, 504,
 505, 506, 507, 508, 509, 511, 516,
 520, 524, 531, 534, 541, 559, 575,
 576, 578, 579, 581, 582, 583, 586,
 587, 592, 593, 594, 595, 596, 597,
 600, 601, 602, 635, 636, 637, 638,
 646, 647, 649, 650, 651, 652, 654,
 655, 684, 691, 692, 696, 697, 698,
 699, 701, 703, 704, 705, 706, 707,
 708, 709, 712, 714, 717, 720, 921,
 922

V

Vatican : 97, 103, 104, 105, 107, 109

Y

Yougoslavie : 189, 191, 194, 195, 196,
 200